

CONDITIONS GENERALES

régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique pour les années 2007 à 2009 telles que modifiées et reconduites pour une nouvelle durée de 36 mois (2013-2015)

Vu la Charte sociale révisée du Conseil de l'Europe ;

Vu la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

Vu l'article 14 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

Vu l'article 106, paragraphe 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

Vu le protocole N° 26 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

Vu les Communications de la Commission européenne « Mettre en œuvre le programme communautaire de Lisbonne : les services sociaux d'intérêt général dans l'Union européenne », COM 2006 177 du 26 avril 2006 et « Les services d'intérêt général, y compris les services sociaux d'intérêt général : un nouvel engagement européen », COM 2007 725 du 20 novembre 2007 ;

Vu la Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous la forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, appelée ci-après la loi ;

Vu les règlements grand-ducaux portant exécution des articles 1er et 2 de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique pour ce qui concerne l'agrément gouvernemental à accorder aux organismes gestionnaires, appelés ci-après les règlements ;

Vu l'avis de la Commission d'Harmonisation ;

Considérant que certains services ou activités conventionnés peuvent être considérés comme étant de nature économique au sens du Traité et de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne ;

Considérant que pour les prédicts services ou activités la participation financière de l'Etat se fait conformément à la décision de la Commission européenne sur l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous la forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.

Les parties signataires de la convention spécifique, dont les présentes conditions générales font partie intégrante, conviennent de ce qui suit :

CHAPITRE 1. GENERALITES ET DEFINITIONS

1.1. La présente a pour objet de fixer les conditions générales des conventions à conclure conformément aux dispositions des articles 11 et 12 de la loi.

1.2. Chaque convention indique, conformément aux règlements pris en application des articles 1 et 2 de la loi, le secteur d'activités auquel elle s'applique.

CHAPITRE 2. ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1. ENGAGEMENT DE L'ORGANISME GESTIONNAIRE : PRESTATIONS A FOURNIR

2.1.1. La convention doit définir :

- le type d'activité exercée par le gestionnaire,
- la population cible, ainsi que les critères et procédures d'admission,
- le volume de la prestation à fournir.

2.1.2. QUALITE DES PRESTATIONS À FOURNIR

2.1.2.1. Un concept d'action général (CAG) à élaborer par l'organisme gestionnaire ou par l'organisme le représentant au niveau national, définit des standards de qualité, ainsi qu'un système d'évaluation de la qualité des prestations fournies. La convention peut préciser :

- un niveau de qualité à atteindre, aussi bien en ce qui concerne la qualité-cadre, qu'en ce qui concerne la qualité du processus et/ou la qualité du résultat,
- le type d'évaluation.

L'organisme gestionnaire s'engage à respecter pour la durée de trois ans son CAG, dûment approuvé par l'Etat.

Le CAG est annexé à la convention annuelle et en fait partie intégrante.

En vue de la signature des prochaines conditions générales, l'organisme gestionnaire soumet à l'Etat un projet de CAG au moins 12 mois avant l'expiration de la présente. L'Etat est tenu de communiquer par écrit au gestionnaire endéans un délai de 6 mois à partir de la date de réception du projet, sa prise de position.

En cas de désaccord, les parties disposent, à partir de la date de l'envoi de la prise de position de l'Etat, d'un délai de deux mois pour se concerter sur le CAG à adopter. En cas de persistance du désaccord à l'échéance de ce délai, l'Etat se réserve le droit de proposer au gestionnaire une convention pour signature, comprenant un concept d'action général adapté en fonction de sa prise de position.

2.1.2.2. L'organisme gestionnaire s'engage à communiquer annuellement à l'Etat pour le 15 mars un projet de budget pour l'année à venir. En complément au projet de budget, l'Etat se réserve le droit de demander la communication d'un programme de mise en œuvre de la prestation conformément au CAG accepté.

2.2. ENGAGEMENT DE L'ETAT : TYPE DE PARTICIPATION FINANCIERE

2.2.1. Parmi les types de participation financière de l'Etat suivants :

1. participation financière par couverture du déficit,
2. participation financière par unité de prestation,
3. participation financière forfaitaire ou par projet,
4. participation financière mixte,

la convention fixe le type de participation financière retenu.

2.2.1.1. Participation financière par couverture du déficit

La participation financière de l'Etat versée en vertu des articles 12 a) et b) et de l'article 23 de la loi correspond à 100% du solde des frais de fonctionnement acceptés par l'État et des recettes facturées aux usagers, ainsi que d'autres recettes à percevoir en rapport avec la prestation.

2.2.1.2. Participation financière par unité de prestation

La participation financière de l'Etat versée en vertu des articles 12 a) et b) et de l'article 23 de la loi est établie en fonction du volume des prestations fournies et du prix unitaire par prestation fixé par la convention.

2.2.1.3. Participation financière forfaitaire ou par projet

La participation financière de l'Etat versée en vertu des articles 12 a) et b) et de l'article 23 de la loi est constituée d'un montant invariable fixé sur base d'une négociation entre parties.

2.2.1.4. Participation financière mixte

La participation financière de l'Etat versée en vertu des articles 12 a) et b) et de l'article 23 de la loi correspond à une combinaison des différents types de participation financière retenus pour les différentes prestations prévues à la convention.

CHAPITRE 3. MODALITES DE GESTION FINANCIERE

3.1. PARTICIPATION FINANCIERE DES USAGERS

3.1.1. Le mode de participation financière des usagers, respectivement de leur représentant légal est déterminé par le ministre.

Au cas où le mode de participation financière des usagers retenu tient compte du coût réel par mois d'une prestation, les éléments à prendre en compte pour la détermination des prix de référence sont les suivants:

- frais administratifs,
- frais de supervision / services de tiers,
- frais d'équipement,
- frais d'entretien et de gestion,
- frais de personnel.

L'organisme gestionnaire est informé des prix de référence au moins un mois avant leur mise en vigueur.

3.1.2. En principe, le revenu minimum garanti constitue le montant minimum pris en considération à titre de revenu familial pour toute communauté domestique. Dans des cas de rigueurs dûment motivés, l'Etat peut accorder des dérogations à ce principe.

En cas d'application d'un barème, le revenu moyen par mois représente le 12e de l'ensemble des revenus annuels, de quelque nature qu'ils soient, dont disposent les usagers ou leur représentant légal. Les revenus à exclure de l'ensemble des revenus sont les allocations familiales ainsi que les prestations en espèces de l'assurance dépendance. Les calculs relatifs à la participation financière des usagers sont à documenter par des pièces justificatives.

3.1.3. Les modalités de calcul et de facturation de la participation financière des usagers sont précisées dans la convention.

3.2. DONLS, LEGS ET INTERETS

Les dons en nature, en argent et les intérêts y relatifs, de même que les intérêts créditeurs en rapport avec les avances de l'Etat ne comptent pas comme recettes. L'organisme gestionnaire est tenu de documenter que les intérêts créditeurs ont été utilisés au profit de la population cible définie ci avant.

En contrepartie, l'Etat ne prend pas en considération les intérêts débiteurs sur tout emprunt que l'organisme aura dû contracter pour avancer la participation de l'Etat non encore versée.

3.3. PARTICIPATION FINANCIERE DE L'ETAT

3.3.1. En cas de participation financière par unité de prestation ou par forfait/projet, l'organisme gestionnaire est tenu de documenter le volume des prestations fournies suivants les modalités fixées à la convention.

3.3.2. En cas de participation financière par couverture du déficit, la prise en compte des frais courants d'entretien et de gestion, des frais de personnel, des frais de consultations externes et des frais d'entretien et de réparation des bâtiments et d'équipement mobilier se fait d'après les dispositions suivantes.

3.3.2.1. Frais courants d'entretien et de gestion

3.3.2.1.1. Le prix de pension global (PPG, défini à l'annexe intitulée «Détermination du prix de pension global et de la participation financière de l'Etat ») correspond aux frais de fonctionnement budgétisés de l'accueil organisé par l'organisme gestionnaire.

La participation de l'Etat aux frais courants d'entretien et de gestion est arrêtée par l'Etat en tenant compte des dépenses du dernier exercice clôturé, du budget prévisionnel prévu au point 2.1.2.2., ainsi que de l'évolution prévisionnelle de l'indice du coût de la vie.

3.3.2.1.2. Les frais courants d'entretien et de gestion sont présentés à l'aide du formulaire intitulé "Situation des frais courants d'entretien et de gestion"; la ventilation des frais se fait suivant l'annexe intitulée "Ventilation des frais courants d'entretien et de gestion annuels des usagers" (regroupement comptable).

3.3.2.2. Frais de personnel pris en compte conformément aux dispositions des articles 12 b) et 23 de la loi

3.3.2.2.1. La participation de l'Etat aux frais de personnel se base sur le personnel engagé conformément au relevé du personnel. Elle ne pourra excéder ni les montants déterminés par application de la convention collective de travail en vigueur et acceptée par l'Etat ni l'enveloppe financière accordée par l'Etat conformément aux articles 12 et 23 de la loi.

Conformément à la décision du Gouvernement en conseil du 31 mars 2000, l'Etat prend en charge les suppléments pour travail supplémentaire tel que défini par l'accord complémentaire - organisation du temps de travail (art. 9 CCT SAS).

La non-occupation temporaire d'un poste ou son occupation par une personne sous-qualifiée donnent lieu à une prise en compte des frais réels.

3.3.2.2.2. L'engagement de personnel par des moyens financiers du gestionnaire, autres que ceux prévus par la convention, n'a pas d'incidence sur la participation de l'Etat.

3.3.2.2.3. Des dispositions concernant le personnel sont reprises à la convention.

3.3.2.3. Frais de consultations externes

3.3.2.3.1. L'Etat met à la disposition de l'organisme gestionnaire un montant pour frais de consultations externes. Ce montant est repris à l'annexe "Détermination du PPG et de la participation financière de l'Etat". Les parties représentées à la plate-forme s'accordent sur le type de consultations externes du service.

Les consultants externes ne peuvent être:

- ni membres du personnel de l'organisme gestionnaire soussigné,
- ni membres d'un organe décisionnel de l'organisme gestionnaire,
- ni membres du personnel du ministère compétent,
- ni usagers.

3.3.2.3.2. Les tarifs horaires maxima (ind. 100 ; TVA non comprise) pris en considération pour la fixation de la participation financière de l'Etat sont les suivants :

- universitaire détenteur d'un doctorat de troisième cycle ou médecin	7,78 euro
- universitaire détenteur d'un diplôme portant sur 4 années d'études au moins donnant accès à la carrière supérieure de l'Etat(ex. : psychologue)	7,06 euro
- assistant social, pédagogue curatif, kinésithérapeute	6,07 euro
- éducateur gradué, instituteur	5,35 euro
- infirmier	4,39 euro
- éducateur	3,99 euro

L'Etat ne participe pas à des frais pour des rémunérations supplémentaires à titre de frais de déplacement, frais de préparation etc.

3.3.2.4. Frais liés au recours à des collaborateurs occasionnels ou bénévoles

3.3.2.4.1. Frais liés au recours à des collaborateurs occasionnels

Est à considérer comme collaborateur occasionnel la personne qui, sous l'autorité hiérarchique mise en place par l'organisme gestionnaire, exécute des tâches précises et non durables contre rémunération. Les relations entre l'organisme gestionnaire et le collaborateur sont réglées par un contrat de travail.

L'organisme gestionnaire décide des besoins en matière de collaborateurs occasionnels appelés à compléter l'action du personnel d'encadrement.

A la demande de l'organisme gestionnaire, la ministre met annuellement un budget "collaborateurs occasionnels" à la disposition du service, en fonction des besoins et selon les disponibilités budgétaires du ministère.

3.3.2.4.2. Frais liés au recours à des collaborateurs bénévoles

Est à considérer comme bénévole la personne qui s'engage à fournir des services pour le compte de l'organisme gestionnaire sans que cette activité ne puisse donner lieu à rémunération ou indemnisation. L'activité du bénévole est couverte par les assurances responsabilité civile et accidents conclues par les organismes gestionnaires. Au cas où le

bénévole a bénéficié de remboursements de frais, ces frais peuvent être éligibles dans le cadre des frais pris en charge par l'Etat.

La participation financière de l'Etat versée en vertu de l'article 12 c) de la loi correspond au montant accepté par l'Etat des frais du service présentés par l'organisme gestionnaire.

3.3.3. Frais d'entretien et de réparation des bâtiments, d'équipement mobilier – article 12 d) de la loi

3.3.3.1. Principes de base

L'octroi d'un soutien financier aux frais d'entretien et de réparation des bâtiments et à l'équipement mobilier (article 12 d) de la loi) est subordonné aux conditions suivantes:

- une demande écrite doit être adressée au ministre par l'organisme gestionnaire,
- en cas d'une demande postérieure à la réalisation, la participation financière est refusée, sauf justification pertinente à apprécier par l'Etat,
- en cas d'urgence (dépannage urgent), le service technique du Ministère de la Famille et de l'Intégration doit être informé dans les 24 heures et une demande écrite doit être adressée au ministre dans les 7 jours,
- une autorisation accordée devient caduque passé le délai d'une année,
- pour être recevable, toute facture doit être présentée au ministre compétent,
- la participation financière de l'Etat ne peut être affectée qu'au projet pour lequel elle a été accordée.

3.3.3.2. Frais d'équipement de faible valeur

3.3.3.2.1. Dans le cadre de la convention et dans les limites des crédits budgétaires afférents, l'Etat verse annuellement à l'organisme gestionnaire un montant destiné à couvrir les frais d'équipement d'un montant unitaire maximal de 870 euro ttc.

3.3.3.2.2. L'organisme gestionnaire est autorisé à affecter la partie de ce montant, non utilisée au 31 décembre de l'année en cours, à une « Réserve pour frais d'équipement de faible valeur ».

3.3.3.2.3. Lorsque la réserve prévue ci-avant atteint le quintuple du montant touché lors de l'exercice précédent, le versement annuel est suspendu, le montant annuel théorique figurant pour mémoire à la convention.

3.3.3.3. Entretien de base ; mise en conformité ; réparation des infrastructures ; équipement mobilier

3.3.3.3.1. Entretien des immeubles et des installations techniques

L'Etat participe aux frais résultant de contrats d'entretien concernant le chauffage, les ascenseurs, monte-charges, cuisines professionnelles (HACCP) et les installations techniques de sécurité. Sur demande dûment motivée, l'Etat peut également participer aux frais résultant d'autres contrats d'entretien.

L'Etat participe aux frais d'entretien, de réparation et de remplacement des installations techniques des immeubles.

Sur demande dûment motivée, l'Etat peut participer aux frais d'entretien des immeubles.

3.3.3.3.2. Mise en conformité des infrastructures

L'Etat participe aux frais de mise en conformité des infrastructures aux dispositions des règlements d'exécution de la loi.

3.3.3.3.3. Equipement mobilier

L'Etat participe aux frais de renouvellement du premier équipement, dans la limite des montants maximums définis par l'Etat.

Sur demande motivée, l'Etat peut participer aux frais d'acquisition d'équipements supplémentaires, dans la limite des montants maximums définis par l'Etat.

3.3.3.3.4. Louage

L'Etat peut participer aux frais de louage d'infrastructures, conformément aux dispositions ci-après :

- 1) L'immeuble est propriété de l'Etat et l'organisme gestionnaire est locataire.

L'Etat prend en charge tous les frais liés à l'immeuble.

- 2) L'immeuble est mis à disposition de l'organisme gestionnaire par la commune.

L'Etat prend en charge tous les frais incombant à l'organisme gestionnaire en tant que locataire.

- 3) L'immeuble est propriété d'une personne juridique autre que l'Etat et l'organisme gestionnaire est locataire.

Si le propriétaire perçoit un loyer correspondant ou ayant correspondu au moment de la conclusion du contrat au rendement locatif de l'immeuble de la part de l'organisme gestionnaire, l'Etat prend en charge tous les frais incombant à l'organisme gestionnaire en tant que locataire.

Si le propriétaire ne perçoit pas de loyer de la part de l'organisme gestionnaire, l'Etat prend en charge tous les frais liés à l'immeuble.

Si le propriétaire perçoit un loyer symbolique de la part de l'organisme gestionnaire, l'Etat prend en charge tous les frais incombant à l'organisme gestionnaire en tant que locataire, ainsi que 50% des frais incombant au propriétaire.

L'Etat peut participer aux frais de travaux de transformation exécutés pour répondre à un besoin spécifique de l'organisme gestionnaire.

- 4) L'immeuble est propriété de l'organisme gestionnaire.

Si l'organisme gestionnaire perçoit un loyer correspondant ou ayant correspondu au moment de la conclusion du contrat au rendement locatif de l'immeuble, l'Etat prend en charge tous les frais qui incomberaient à l'organisme gestionnaire en tant que locataire.

Si l'organisme gestionnaire ne perçoit pas de loyer, l'Etat prend en charge tous les frais liés à l'immeuble.

Si l'organisme gestionnaire perçoit un loyer symbolique, l'Etat prend en charge tous les frais incombant à l'organisme gestionnaire en tant que locataire, ainsi que 50% des frais incombant au propriétaire.

L'Etat peut participer aux frais de travaux de transformation exécutés pour répondre à un besoin spécifique de l'organisme gestionnaire.

L'évaluation des loyers est de la compétence de la Commission des loyers de l'Etat.

3.4. AVANCES

3.4.1. Les avances sur la participation financière estimée de l'Etat sont fractionnées et versées comme suit :

- 50% en janvier (1^{ère} avance),
- 25% en juin (2^{ème} avance),
- entre 0 et 25 % en octobre sur base du décompte semestriel provisoire (3^{ème} avance).

Dans le cas d'une convention cosignée par une commune ou un syndicat intercommunal les avances sur la participation financière estimée de l'Etat peuvent être fractionnées et versées comme suit :

- 80% en janvier (1^{ère} avance),
- entre 0 et 20 % en octobre sur base du décompte semestriel provisoire (2^{ème} avance).

3.4.2. Dans le cas de prestations financées par couverture du déficit, l'organisme gestionnaire s'engage à fournir à l'Etat pour le 31 juillet de l'exercice en cours, aux fins de la détermination par ce dernier des avances à verser, les déclarations et pièces suivantes:

- une déclaration des frais de personnel effectifs des 6 premiers mois de l'année (décomptes individuels, historiques des parts patronales individuelles, totaux par service, occupation des postes prévus au relevé du personnel),
- une déclaration provisoire des frais courants d'entretien et de gestion des 6 premiers mois de l'année,
- un état provisoire des recettes facturées au cours des 6 premiers mois de l'exercice,
- un état des services prestés (liste de présences etc.) au cours des 6 premiers mois de l'année,
- une estimation détaillée des frais de personnel prévisible pour les 6 derniers mois de l'année (prévisions individuelles et par service avec occupation des postes prévus au relevé du personnel),
- une estimation des frais courants d'entretien et de gestion prévisibles pour les 6 derniers mois de l'année,
- une estimation des recettes facturées au cours des 6 derniers mois de l'année,
- pour l'ensemble du personnel qui a été engagé sur les postes repris aux différents relevés du personnel par l'organisme gestionnaire au cours des 6 premiers mois de l'année, les pièces à l'appui servant à définir le niveau de remboursement des frais de personnel en concordance avec les articles 12 et 23 de la loi: copie des diplômes, copie des certificats de travail des employeurs précédents, copie des contrats de travail et toutes autres pièces dont les services de l'Etat auraient besoin.

Ces déclarations et pièces sont à fournir sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par l'Etat.

3.4.3. Dans le cas de prestations financées par unité de prestation, l'organisme gestionnaire s'engage à fournir à l'Etat pour le 31 juillet de l'exercice en cours, aux fins de la détermination par ce dernier des avances à verser, les déclarations et pièces suivantes:

- un état provisoire des recettes facturées au cours des 6 premiers mois de l'exercice,
- un état des services prestés (liste de présences etc.) au cours des 6 premiers mois de l'année,
- une estimation des recettes à facturer au cours des 6 derniers mois de l'année,
- une estimation du volume des services à prester au cours des 6 derniers mois.

Ces déclarations et pièces sont à fournir sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par l'Etat.

3.4.4. Dans le cas de prestations financées par forfait, l'organisme gestionnaire s'engage à fournir à l'Etat pour le 31 juillet de l'exercice en cours, aux fins de la détermination par ce dernier des avances à verser, les déclarations et pièces suivantes:

- un état des services prestés au cours des 6 premiers mois de l'année,
- une estimation du volume des services à prester au cours des 6 derniers mois.

Ces déclarations et pièces sont à fournir sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par l'Etat.

3.5. DECOMPTES

3.5.1. Les projets de décompte annuel sont présentés par l'organisme gestionnaire pour le 10 février de l'année suivant l'exercice en cours.

3.5.2. En matière de décompte des frais de personnel, l'organisme gestionnaire présente un décompte annuel reprenant les frais de personnel pour les salariés engagés sur les postes repris au relevé du personnel de la présente convention.

3.5.3. L'organisme gestionnaire s'engage à fournir pour le 10 février de l'année suivante au plus tard à l'État les déclarations suivantes:

- une déclaration de ses frais de personnel effectifs en rapport avec l'exercice en cours en application des Conventions Collectives de Travail du Secteur d'Aide et de Soins et du Secteur Social (décomptes individuels, historiques des parts patronales individuelles, totaux par service, occupation des postes prévus au relevé du personnel),
- une déclaration de ses frais d'entretien effectifs,
- un état détaillé de ses recettes facturées et des recettes déclarées irrécouvrables conformément à la procédure prévue à la convention,
- un état détaillé des services fournis (liste de présence etc.) au cours de l'exercice,
- la situation annuelle est à faire suivant les formulaires et annexes prévus à la convention.

Dans le cas d'une prestation financée par couverture du déficit, sont à joindre en outre les pièces définies au tiret 8 de 3.4.2. ci-avant pour l'ensemble du personnel engagé sur les postes repris aux différents relevés du personnel au cours des six derniers mois.

Ces déclarations et pièces sont à fournir sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par l'Etat.

3.5.4. Au vu de la situation au 31 décembre de l'année écoulée, le projet de décompte de la gestion journalière de l'organisme gestionnaire est analysé au plus tard avant la fin du premier trimestre par les représentants des parties signataires, qui pourront se faire assister par un expert.

3.5.5. L'organisme gestionnaire présente pour le 31 juillet de l'exercice en cours une copie conforme des bilan et comptes d'exploitation générale de l'exercice écoulé déposés conformément aux dispositions légales.

3.6. AUTRES DISPOSITIONS FINANCIERES

3.6.1. L'organisme gestionnaire s'engage à rembourser au Trésor Public toute somme indûment touchée.

3.6.2. L'organisme s'engage à ne pas réclamer auprès d'une quelconque autre instance, une somme ayant déjà été prise en compte par la convention. Une double facturation en rapport avec une même et seule dépense peut entraîner la résiliation de la convention, nonobstant la réparation civile et une poursuite pénale de l'auteur.

CHAPITRE 4. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES PARTIES CONTRACTANTES

4.1. En matière d'exécution de la prestation définie dans la convention, les parties collaborent au sein d'une plate-forme de coopération qui a pour mission de suivre l'exécution du mode de réalisation de la prestation et de s'accorder pour autant que nécessaire sur les adaptations des mesures et moyens d'exécution de cette prestation.

Dans le cadre de cette mission, elle examine les principes généraux et procédures de l'assurance qualité dont notamment la prise en charge de l'usager, l'évolution en matière de population cible, en matière de règles et procédures d'admission, des taux d'occupation, des projets sociaux et/ou pédagogiques des services.

Les grandes lignes de l'évolution du budget pour l'exercice suivant sont discutées chaque année au sein de la plate-forme : les nouveaux projets, l'évolution probable des frais de fonctionnement, l'estimation des recettes, les dotations et les qualifications du personnel. Sur base de ces discussions l'organisme gestionnaire présente son projet de budget au ministre, conformément à l'article 2.1.2.2..

La plate-forme est composée de représentants des parties signataires de la convention. Chaque partie peut être représentée au maximum par trois personnes physiques et chaque personne physique ne peut représenter qu'une seule partie.

4.2. Le gestionnaire convoque la plate-forme à la demande d'une des parties. Un procès-verbal est obligatoirement dressé après chaque réunion endéans les 15 jours et est à signer par les parties représentées au sein de la plate-forme.

CHAPITRE 5. MOYENS D'INFORMATION, DE CONTROLE ET DE SANCTION DE L'ÉTAT

5.1. Le ministre ou son représentant ont le droit de s'informer auprès des organes de l'organisme gestionnaire, du personnel et de la population cible, de tout ce qui est en rapport avec les activités de la structure et de la prise en charge de la population cible.

Tout incident ayant causé des dégâts corporels et ayant nécessité une intervention médicale est à signaler dans la huitaine au ministre de tutelle par l'intermédiaire du représentant du ministre au sein de la plate forme de coopération.

L'exercice d'évacuation annuel donne lieu à la rédaction d'un rapport.

L'organisme gestionnaire s'engage à collaborer à l'établissement de statistiques par le ministère de tutelle. Une liste des documents à adresser d'office au ministère est annexée à la présente.

5.2. Conformément à l'article 11 a) de la loi, le ministre exerce un droit de contrôle sur l'exécution de la prestation à laquelle s'est obligé l'organisme. Ce droit peut comprendre un contrôle sur place par le représentant du ministre, l'organisme gestionnaire dûment informé au préalable. En cas de constat d'une irrégularité grave quant à l'exécution de la prestation, le ministre peut décider d'infliger des sanctions, la plate-forme ayant présenté son rapport et la commission d'harmonisation entendue en ses propositions d'arbitrage.

5.3. Conformément à l'article 11 a) de la loi, le ministre exerce un droit de contrôle sur les modalités de gestion financière à observer par le bénéficiaire telles qu'elles sont définies dans le cadre de la convention. Le contrôle se fait sur base des pièces et documents fournis

en exécution des dispositions de la convention, dont notamment un décompte annuel. Ce droit de contrôle peut s'exercer sur place par le ministre ou son représentant, avec libre accès aux pièces comptables ainsi qu'à tout autre document indispensable au contrôle de la gestion financière. Ces visites sur place doivent être annoncées avec un préavis par écrit de 48 heures. Lors de ces visites, les parties peuvent se faire assister par une personne de leur choix.

5.4. Le ministre peut, sur proposition de la CH, infliger à un organisme gestionnaire une sanction financière dans le cas de la présentation au décompte de dépenses prédéfinies, manifestement étrangères au fonctionnement normal du service concerné. La sanction financière ne peut pas dépasser le décuple du montant concerné.

CHAPITRE 6. COMPTABILITE DU BENEFICIAIRE

6.1. Le gestionnaire est tenu d'appliquer le plan comptable uniforme des organismes dont les activités sont cofinancées par l'Etat.

CHAPITRE 7. PROCEDURES

7.1. DUREE

7.1.1. Les conditions générales sont conclues pour une durée de 36 mois, renouvelables tacitement pour des périodes de même durée sauf résiliation par l'une des deux parties par lettre recommandée au moins six mois avant leur échéance.

Dans la limite des périodes d'application des conditions générales et des moyens budgétaires, la convention, reprenant les spécificités applicables à l'organisme gestionnaire, est conclue pour la durée d'un an, renouvelable tacitement d'année en année, sauf résiliation par l'une des parties, au moins trois mois avant échéance par lettre recommandée avec accusée de réception.

7.2. MODALITES DE CONCLUSION, DE MODIFICATION ET DE RESILIATION

7.2.1. Les négociations en vue de nouvelles conditions générales et/ou d'une nouvelle convention pour un secteur d'activité et/ou un type de participation financière de l'Etat déterminés sont menées entre ce dernier et les organismes représentatifs au niveau national, tels que déterminés à l'article 15 de la loi.

7.2.2. Respectivement l'Etat et les organismes représentatifs au niveau national peuvent introduire des propositions de modification des conditions générales et/ou de la convention au moins 6 mois avant son échéance.

7.2.3. Chacune des parties contractantes peut résilier les conditions générales ou la convention au cas où l'autre partie en a enfreint les dispositions. Toutefois, elle est tenue de sommer préalablement par lettre recommandée l'autre partie contractante de se conformer aux dispositions de l'engagement concerné. La sommation doit obligatoirement contenir un délai de mise en conformité.

Chacune des parties contractantes se réserve le droit de résilier les conditions générales respectivement la convention pour une raison grave. Par raison grave dans le sens du présent alinéa il y a lieu d'entendre :

- faute grave clairement imputable à l'autre partie,
- cessation des activités de l'organisme gestionnaire,
- retard de paiement de la participation financière de plus de deux mois par rapport à l'échéancier établi de commun accord.

En cas de prestation d'un volume de services inférieur à la moitié du volume décrit dans la convention et ce pendant 6 mois d'affilée, l'État peut résilier la convention. Toutefois, l'Etat est tenu de sommer préalablement par lettre recommandée l'organisme gestionnaire de se conformer endéans un délai de 2 à 6 mois aux dispositions de la convention. Cette disposition ne s'applique pas pendant les 24 premiers mois aux structures nouvellement créées, ni pour le même délai aux extensions de structures.

La résiliation des conditions générales entraîne de plein droit la résiliation de la convention.

7.3. FIN DES RELATIONS CONTRACTUELLES

7.3.1. En cas de cessation des activités par l'organisme gestionnaire, ce dernier collabore avec l'Etat en vue de la reprise éventuelle des activités par un autre organisme gestionnaire. Si l'organisme gestionnaire refuse la collaboration, les frais de cessation des activités sont à sa charge.

Au sens de la présente disposition il a y lieu d'entendre par le terme de « collaboration » :

- la transmission au nouvel organisme gestionnaire de toutes pièces et documents administratifs liés à la gestion de l'activité dans un délai raisonnable,
- l'abstention de toute décision pouvant porter préjudice à une bonne et efficiente gestion par le repreneur, ainsi que de toute décision engageant le repreneur à moyen ou à long terme,
- l'accès du repreneur, sur demande, aux infrastructures où est exercée l'activité.

Si l'Etat décide de ne pas faire reprendre les activités ou de ne plus conventionner cette activité, il s'engage à prendre en charge les frais liés à la cessation éventuelle des activités. Sont seuls éligibles les frais établis conformément aux dispositions des lois, règlements et de la présente convention.

En cas de cessation des activités, suite à une résiliation pour faute grave des conditions générales ou de la convention par l'Etat ou en cas de retrait de l'agrément, les frais de cessation des activités sont en charge de l'organisme gestionnaire.

Au sens des présentes dispositions les frais de cessation comprennent notamment :

- les frais en rapport avec le licenciement du personnel figurant au relevé du personnel de la convention ou du relevé ayant servi de pièce à négociation pour la fixation du forfait respectivement au coût de l'unité en question,
- les frais qui pourraient naître à la suite de la résiliation de baux à loyer en rapport avec l'objet de la convention,
- les frais en rapport avec la résiliation de contrats d'entretien en rapport avec l'objet de la convention.

Fait à Luxembourg, le 1^{er} janvier 2013.

CONVENTION ASP POUR L'ANNEE 2013

***RELATIVE A L'ACCOMPAGNEMENT SOCIO-PEDAGOGIQUE DE
LA PERSONNE EN SITUATION DE HANDICAP DANS DES
SERVICES D'HEBERGEMENT ET D'ACTIVITES DE JOUR***

Table des matières

PREAMBULE	4
CHAPITRE 1 - LES PERSONNES ACCUEILLIES	5
A. POPULATION-CIBLE	5
B. ADMISSION	6
C. PRESTATIONS DU SERVICE	7
D. HÉBERGEMENT, ACCUEIL DE JOUR ET PRESTATIONS HÔTELIÈRES	8
E. ACCOMPAGNEMENT SOCIO-PÉDAGOGIQUE (ASP)	8
F. INFORMATION ET PARTICIPATION DE LA PERSONNE ACCUEILLIE, DE SA FAMILLE ET DE SON REPRÉSENTANT LÉGAL	9
CHAPITRE 2 - DEMARCHE QUALITE	10
CHAPITRE 3 - MODALITÉS DE FINANCEMENT	11
A. FORFAITS ASP	12
B. PRIX DE PENSION ET PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA PERSONNE ACCUEILLIE	13
C. MÉTHODOLOGIE DE DÉTERMINATION DES FORFAITS ASP	16
CHAPITRE 4 - MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE PARTIES	17
A. PLATES-FORMES DE COOPÉRATION PAR ORGANISME GESTIONNAIRE	17
B. COMMISSION QUALITÉ	17
C. COMMISSION FINANCES	18
D. COMITÉ DE PILOTAGE	18
CHAPITRE 5 - DISPOSITIONS DIVERSES	19

Vu la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, appelée ci-après „la loi dite ASFT“;

vu la loi modifiée du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance;

vu la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

vu le règlement grand-ducal modifié du 23 avril 2004 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour personnes handicapées et portant exécution de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, appelé ci-après „le règlement“;

vu la loi du 28 juillet 2011 portant

1. approbation de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006
2. approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006
3. désignation des mécanismes indépendants de promotion, de protection et de suivi de l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées;

considérant le Plan d'action du gouvernement luxembourgeois en faveur des personnes handicapées 2012;

considérant l'article 19 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne;

vu l'avis de la Commission d'Harmonisation;

les parties:

l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg

représenté par Madame Marie-Josée JACOBS, Ministre de la Famille et de l'Intégration, appelé ci-après „l'Etat“

et l'organisme gestionnaire :

représenté par:

pour son (ses) service(s):

appelé ci-après „l'organisme gestionnaire“

conviennent ce qui suit:

PREAMBULE

La Convention relative aux droits des personnes handicapées faite à New York, le 13 décembre 2006 et approuvée par le Grand-Duché de Luxembourg par la loi du 28 juillet 2011, appelée ci-après « Convention ONU », constitue une avancée majeure en matière d'inclusion des personnes en situation de handicap.

La présente convention s'inscrit dans la philosophie de la Convention ONU et a pour objectif d'accompagner la mise en œuvre des principes généraux énoncés, visant à garantir que les personnes handicapées accueillies dans les services visés par la présente convention, sur base de l'égalité avec les autres :

- aient accès aux services de transport, aux installations publiques et aux services publics, ainsi qu'à la technologie de l'information et des communications;
- jouissent de la capacité juridique dans tous les domaines et aient accès à l'accompagnement dont elles peuvent avoir besoin pour l'exercer ;
- ne soient pas soumises à des privations de liberté et à des traitements ou punitions cruels, inhumains ou dégradants;
- soient habilitées à vivre de façon inclusive dans la société tout en bénéficiant des soutiens nécessaires ;
- aient accès, sur base de l'égalité avec les autres, à l'éducation, à un niveau de vie adéquat, aux soins de santé, à l'emploi et aux services de réadaptation;
- puissent voter, se faire élire, remplir des fonctions ou participer à la vie publique et politique;
- aient accès aux activités culturelles, récréatives, sportives et aux loisirs.

Dans le cadre d'une approche holistique et centrée sur la personne en situation de handicap, l'Etat et les organismes gestionnaires entendent développer l'offre de services aux personnes handicapées accueillies en institution. Les services proposés seront conçus, organisés et gérés de manière à ce que les personnes accueillies puissent mener une vie aussi indépendante et aussi saine que possible et à ce qu'elles obtiennent l'accompagnement approprié en vue de répondre à leurs besoins.

Pendant la période allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2017, l'Etat et les organismes gestionnaires mettront en place une démarche qualité sectorielle visant à développer des outils et instruments permettant de suivre, en milieu institutionnel, la réalisation des objectifs fixés par la Convention ONU et tels que précisés dans le Plan d'action du gouvernement luxembourgeois en faveur des personnes handicapées 2012.

Dans ce cadre, des standards et lignes directrices relatifs à l'accompagnement socio-pédagogique seront arrêtés d'un commun accord entre l'Etat et les organismes

gestionnaires concernés. Ces standards préciseront les attentes des personnes accueillies, les objectifs fixés, les ressources mises à disposition et les résultats attendus.

- (1) Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi dite ASFT du 8 septembre 1998 pour les années 2007 à 2009 telles que modifiées et reconduites pour une nouvelle durée de 36 mois (2013-2015) font partie intégrante de la présente convention.

CHAPITRE 1 - LES PERSONNES ACCUEILLIES

A. POPULATION-CIBLE

- (2) On entend par « personnes en situation de handicap » des personnes qui présentent des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres (article premier de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées).
- (3) Sont accueillies par les services visés par la présente convention des personnes en situation de handicap, mineures et majeures, qui, en raison de leur handicap, nécessitent un accompagnement socio-pédagogique, indépendamment de leur droit de bénéficier le cas échéant de prestations d'aides et de soins prises en charge par l'assurance dépendance.
- (4) Sont accueillies par les services visés par la présente convention des personnes en situation de handicap qui:

- a) bénéficient d'un droit de séjour au Grand-Duché de Luxembourg, qui y sont domiciliées et y résident effectivement, à condition qu'elles soient en droit de bénéficier des prestations de l'assurance dépendance et qu'elles soient prêtes à épuiser toutes les possibilités non encore utilisées dans la législation luxembourgeoise ou étrangère afin d'améliorer leur situation.

La personne qui n'est pas ressortissant du Grand-Duché de Luxembourg ou d'un autre Etat membre de l'Union Européenne ou d'un autre Etat ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse et qui n'est pas reconnue apatride sur base de la Convention relative au statut des apatrides faite à New York le 28 septembre 1954, ni reconnue réfugiée au sens de la Convention relative au statut des réfugiés, faite à Genève, le 28 juillet 1951, doit avoir résidé au Grand-Duché de Luxembourg pendant cinq ans au moins au cours des vingt dernières années. Ne sont pas visés par cette condition de résidence les membres de la famille du ressortissant luxembourgeois, du ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse, définis par la loi

modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation et l'immigration et quelle que soit leur nationalité.

Le ressortissant de l'Union européenne ou d'un Etat ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ou un membre de sa famille, quelle que soit sa nationalité, n'a pas droit aux prestations visées par l'alinéa qui précède durant les trois premiers mois de son séjour sur le territoire ou durant la période où il est à la recherche d'un emploi s'il est entré à ces fins sur le territoire.

Cette dérogation ne s'applique pas aux travailleurs salariés ou aux personnes qui gardent ce statut ou aux membres de leur famille, qu'elle que soit leur nationalité.

b) remplissent les conditions d'admission en vigueur dans le service.

- (5) Les prestations visées par la présente convention sont accessibles à des personnes en situation de handicap indépendamment de considérations d'ordre idéologique, philosophique ou religieux. Toute forme de discrimination est proscrite.

B. ADMISSION

- (6) En application de ses statuts, et en accord avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration, l'organisme gestionnaire définit plus amplement la population accueillie par les services visés par la présente convention.
- (7) Sans préjudice des dispositions de l'article 11 ci-après, l'admission d'une personne en situation de handicap au sein du service est de la compétence de l'organisme gestionnaire.
- (8) L'organisme gestionnaire établit une procédure d'admission qui est formalisée et disponible aux intéressés.
- (9) Au cas où l'organisme gestionnaire n'est pas en mesure d'accueillir le demandeur, il s'engage à en informer dans les meilleurs délais la partie demanderesse et à motiver son refus. Si le profil du demandeur correspond à la définition de sa population cible, le gestionnaire l'inscrit sur une liste d'attente. Il s'engage à offrir à l'intéressé de le soutenir dans la recherche de mesures d'aides et le dirige vers des services appropriés.
- (10) L'organisme gestionnaire est tenu d'apprécier l'urgence de toute demande d'admission. Si l'urgence est établie, l'organisme gestionnaire s'engage à réagir sans délai et à aider la personne concernée ainsi que, le cas échéant, son entourage, à trouver des mesures de prise en charge adéquates.
- (11) L'Etat se réserve le droit de présenter à un ou plusieurs organismes gestionnaires la situation d'une personne qui correspond à sa population cible pour son admission en service d'hébergement ou en service d'activités de jour. En cas de disponibilité, le gestionnaire s'engage à accueillir cette personne dans les plus brefs délais. Au cas où il n'y a pas de vacance, il mettra à sa disposition la première place qui viendra à se libérer et qui correspond au profil du requérant.

Si le gestionnaire refuse de faire droit à la demande de l'Etat, ce dernier se réserve le droit de suspendre le versement du forfait ASP relatif à la place refusée à la personne pendant un an.

Si, dans les conditions énoncées au 1er alinéa, le gestionnaire accueille une personne en surnombre, il peut prétendre à une participation financière supplémentaire de l'Etat conformément aux modalités définies dans la présente convention, et par dépassement du nombre maximal de places que l'Etat communique annuellement à l'organisme gestionnaire conformément à la présente convention.

C. PRESTATIONS DU SERVICE

- (12) Le service propose aux personnes accueillies les prestations suivantes : l'hébergement et/ou l'accueil de jour et les prestations hôtelières afférentes ; l'accompagnement socio-pédagogique (ASP) ; le cas échéant les actes prestés dans le cadre de l'assurance dépendance et de l'assurance maladie.
- (13) Les prestations proposées à la personne accueillie sont définies par le service selon ses spécificités et ses moyens.
- (14) Les prestations sont définies sur base d'une évaluation initiale et régulière des attentes, des besoins et de l'état de santé de la personne accueillie, avec la participation de la personne accueillie et/ou de son entourage.
- (15) Les prestations proposées à la personne accueillie sont organisées principalement aux plans socio-pédagogique, médical, de l'assistance et des soins et administratif.
- (16) Dans un souci de bientraitance, les besoins suivants de la personne accueillie font l'objet d'une attention particulière :
 - a) Les douleurs aiguës ou chroniques et la souffrance psychique ;
 - b) Les relations interpersonnelles et sociales, la vie affective et la sexualité ;
 - c) L'accompagnement de fin de vie.
- (17) Les prestations proposées à la personne accueillie sont coordonnées :
 - a) Pour chaque personne accueillie, le service désigne un référent personnel chargé de la coordination des prestations.
 - b) Des mécanismes de coordination entre professionnels médicaux, de soins et socio-pédagogiques permettent d'assurer la prise en charge globale de la personne accueillie.
 - c) Des avis spécialisés sont recherchés *extra-muros* lorsque la situation de la personne accueillie le nécessite.
- (18) La continuité des prestations est assurée :
 - a) Les prestations sont documentées sous une forme standardisée définie par le gestionnaire ;
 - b) Des mécanismes de coordination permettent d'assurer le relais et la continuité entre les « tournées » de travail ;
 - c) La continuité des prestations est assurée lors des transferts de la personne accueillie entre services, notamment lors d'une hospitalisation, dans le respect des règles d'hygiène, de qualité, de sécurité et de confidentialité.
- (19) Le décès de la personne accueillie fait l'objet d'un accompagnement :

- a) Les personnes à prévenir sont contactées en cas d'état critique de la personne accueillie ;
- b) Les volontés et les convictions du défunt sont respectées ;
- c) Un accompagnement est proposé aux personnes côtoyant régulièrement la personne en fin de vie dans le même service ou groupe de vie.

D. HEBERGEMENT, ACCUEIL DE JOUR ET PRESTATIONS HOTELIERES

- (20) Les prestations d'hébergement, d'accueil de jour et les prestations hôtelières sont énumérées à titre indicatif en annexe 7.

E. ACCOMPAGNEMENT SOCIO-PEDAGOGIQUE (ASP)

- (21) L'accompagnement socio-pédagogique (ASP) vise à proposer à la personne accueillie un contexte de vie propice à son bien-être, à son autonomie physique, sensorielle, intellectuelle et psychique, à son inclusion, sa socialisation et son éducation.

L'ASP est un accompagnement global et holistique continu. Les prestations qui le composent sont entre autres liées aux gestes de la vie quotidienne, à la santé et à la sécurité, à l'animation socio-culturelle, à la promotion des compétences physiques, psychiques, sensorielles et sociales individuelles, à l'assistance philosophique et religieuse.

L'ASP est basé sur les compétences de la personne accueillie. Il tient compte du contexte de vie de la personne accueillie, des ressources disponibles, de la biographie, du contexte familial et social, des souhaits, du choix de vie de la personne accueillie et, le cas échéant, de son représentant légal.

- (22) Les prestations offertes aux personnes accueillies en vertu des dispositions légales et réglementaires ayant trait à l'assurance dépendance ne font pas partie de l'accompagnement socio-pédagogique.
- (23) Le service documente les prestations offertes à la personne accueillie.
- (24) L'accompagnement socio-pédagogique est défini pour chaque personne accueillie dans un « projet d'accompagnement socio-pédagogique personnalisé » (PASP).
- (25) Le PASP de la personne accueillie est établi par l'équipe pluridisciplinaire :
- dans un délai ne pouvant dépasser 3 mois à partir du jour d'admission dans le service ;
 - si possible avec la participation active de l'utilisateur et/ou de son représentant légal, de son entourage familial et social et des intervenants externes éventuels ;
 - dans le respect des besoins et attentes exprimés ou décelés, de l'épanouissement personnel, de la socialisation, de l'autonomisation de la personne accueillie ;
 - après une phase d'observation (recueil des habitudes de vie, des compétences sociales, de la biographie, des souhaits ...).
- (26) Le nom du référent personnel prévu à l'article 17 est inscrit dans le PASP.

- (27) Le PASP définit la prise en charge et l'accompagnement quotidien de la personne accueillie dans une approche holistique, en tenant compte de ses attentes, de ses compétences, de ses besoins sociaux, émotionnels, cognitifs et moteurs.
- (28) Les éléments pris en compte pour l'élaboration du PASP sont énumérés en annexe 8.
- (29) Le PASP fait l'objet de réévaluations régulières, au moins une fois par an, réalisées par l'équipe pluridisciplinaire, si possible avec la participation active de l'utilisateur et de son entourage familial.
- (30) Le PASP est un outil pédagogique co-signé par la personne accueillie et/ou le cas échéant son représentant légal et le référent personnel.
- (31) L'Etat se réserve le droit de prendre connaissance des mesures et dispositions inscrites dans les projets d'accompagnement socio-pédagogique personnalisés des usagers d'un service. De même il se réserve le droit de demander au gestionnaire de rendre compte de la mise en œuvre des projets d'accompagnement socio-pédagogique personnalisés.
- (32) Dans le contexte de l'évaluation du projet d'accompagnement socio-pédagogique personnalisé (PASP), chaque gestionnaire peut présenter à la Ministre de la Famille et de l'Intégration une demande de subvention extraordinaire au cas où un usager s'apprête à passer de l'hébergement en centre d'accueil vers un logement (semi-) autonome et a des besoins particuliers (chambre à coucher, autres mobiliers, machine à laver, garantie locative...).

**F. INFORMATION ET PARTICIPATION DE LA PERSONNE ACCUEILLIE, DE SA
FAMILLE ET DE SON REPRESENTANT LEGAL**

- (33) La personne accueillie reçoit une information claire, compréhensible et accessible sur la mise en œuvre personnalisée de l'accompagnement socio-pédagogique et des autres prestations proposées par le service.
- (34) Le consentement de la personne accueillie et/ou de son entourage est demandé pour toute pratique le concernant.
- (35) Le respect de l'intimité et de la dignité de la personne accueillie ainsi que sa liberté sont préservés tout au long de son séjour et par après, de même que son droit à l'image.
- (36) Les réclamations et/ou plaintes des personnes accueillies font l'objet d'une gestion particulière et formalisée.
- (37) La participation des personnes accueillies peut s'exercer selon les modalités suivantes :
- Par l'institution d'un conseil des résidents ;
 - Par l'institution de groupes d'expression ;
 - Par l'organisation de consultations de l'ensemble des personnes accueillies ainsi que, si nécessaire, des familles ou représentants légaux sur toutes questions concernant l'organisation ou le fonctionnement du service;
 - Par la mise en œuvre d'enquêtes de satisfaction.

- (38) Le règlement de fonctionnement est affiché dans les locaux du service et remis à chaque personne qui y est accueillie ou qui y exerce, soit à titre de salarié, soit à titre libéral, ou qui y intervient à titre bénévole.
- (39) Un contrat d'hébergement est conclu entre l'usager, ou le cas échéant son représentant légal, et l'organisme gestionnaire.

CHAPITRE 2 - DEMARCHE QUALITE

- (40) La démarche qualité définit les standards de qualité ainsi qu'un système d'évaluation interne et/ou externe de la qualité des prestations fournies. Elle est intégrée dans le projet d'établissement. Elle comporte des objectifs de type « SMART¹ ».
- (41) La démarche qualité prévoit la prise en compte des demandes et des besoins des personnes accueillies.
- (42) Elle détermine par quels moyens le personnel du service et les dirigeants :
- se concertent sur les projets d'accompagnement socio-pédagogique personnalisés des personnes accueillies ainsi que sur l'évolution du service considéré dans son ensemble ;
 - réfléchissent aux prestations offertes et tendent constamment à une amélioration de celles-ci ;
 - tiennent compte dans la mise en œuvre de l'accompagnement socio-pédagogique des suggestions provenant des usagers, de leurs représentants légaux ou de leur entourage familial et social ;
 - répondent à des réclamations ou des plaintes éventuelles introduites par des usagers, leurs représentants légaux ou leur entourage familial et social ;
 - favorisent la collaboration avec des intervenants externes au service prestant des services aux usagers et assument le cas échéant des tâches de coordination inter-professionnelle.
- (43) Un programme de prévention des risques est mis en place en concertation avec les intervenants internes (le personnel) et externes et les personnes accueillies.
- (44) Un livret d'accueil est remis à la personne accueillie ou à son représentant légal lors de l'accueil. Ce livret présente, dans un langage accessible aux usagers et à leur famille :
- les éléments essentiels du projet d'établissement,
 - les conditions et procédures d'admission,
 - des informations relatives à la documentation des prestations à la personne et à la protection des données à caractère personnel,
 - le règlement d'ordre interne,
 - les formes de participation des personnes accueillies et de leurs familles ou représentants légaux,

¹ Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste et Temporellement défini

- la gestion des plaintes en provenance de l'utilisateur, de son représentant légal ou de l'entourage familial et social,
 - les dispositions relatives aux dépôts d'argent, de valeurs et objets personnels,
 - les dispositions applicables aux prestations exercées à titre libéral, au cas où la personne accueillie souhaite bénéficier de prestations médicales, d'aides et de soins, thérapeutiques ou autres, exercées par des prestataires externes, notamment pour ce qui est des modalités de financement de ces prestations et des responsabilités auxquelles sont liées respectivement la personne accueillie, l'organisme gestionnaire et le prestataire externe,
 - les modalités de facturation.
- (45) Un personnel composé de professionnels des domaines social, médico-social, éducatif, pédagogique, psychologique et des soins assure suivant une approche interdisciplinaire et holistique la mise en œuvre de l'accompagnement socio-pédagogique. Les services dans les domaines logistiques et administratifs sont garantis.
- (46) D'une manière générale, le nombre et la qualification des membres du personnel sont définis au règlement grand-ducal modifié du 23 avril 2004 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour personnes accueillies et portant exécution de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.
- (47) L'organisme gestionnaire élabore et met en œuvre une politique de gestion des ressources humaines conforme à ses valeurs, à sa mission et à sa stratégie. Il en documente les principes dans son règlement d'ordre interne.
- L'organisme gestionnaire se dote en outre :
- d'un organigramme du personnel, d'un plan de travail type et d'une description des différents types de tâches assumées par le personnel ;
 - d'un plan de formation continue du personnel.
- L'organisme gestionnaire présente annuellement au Ministère de la Famille et de l'Intégration pour ses différents services une structure et un organigramme du personnel avec en annexe un plan de travail type ainsi qu'un plan de formation continue.

CHAPITRE 3 - MODALITÉS DE FINANCEMENT

- (48) Outre les recettes de l'assurance dépendance, les services d'hébergement et les services d'activités de jour sont financés principalement par un prix de pension et par un forfait dénommé « forfait ASP ».
- (49) Jusqu'à l'introduction d'une prestation afférente par la loi, l'État prend à sa charge, suivant les conditions et modalités fixées par la convention, la partie du prix de pension facturé aux usagers qui ne peut être assumée par ceux-ci faute de capacités financières personnelles. Le montant maximal du prix de pension considéré par l'État à cet effet est

fixé par les articles **52** et **53**. Cette subvention financière est appelée par la suite « complément individuel ».

- (50) L'Etat ne participe au paiement du prix de pension que dans la mesure où les usagers des services certifient avoir épuisé toutes les possibilités prévues dans la législation luxembourgeoise ou étrangère afin d'améliorer leur situation financière. Les usagers sont accompagnés dans ces démarches par les services de l'organisme gestionnaire.

A. FORFAITS ASP

- (51) Le forfait ASP est destiné à permettre aux gestionnaires de faire face aux coûts particuliers générés par les besoins spécifiques des personnes accueillies et qui ne sont considérés ni par le prix de pension ni par l'assurance dépendance. Outre les prestations d'accompagnement socio-pédagogique décrites dans les articles **21 et suivants**, le forfait ASP entend aider les gestionnaires à être en mesure :

- a) d'accompagner les usagers dans leurs démarches administratives ou visites médicales et d'assurer un encadrement des usagers en cas de maladie, de congé... ;
- b) de favoriser le retour en famille des usagers pendant les week-ends, durant les vacances... ;
- c) d'accueillir des usagers à court terme et à durée limitée ;
- d) d'organiser des activités particulières à l'intention des personnes accueillies, tels que activités de loisir, visites, voyages organisés... ;
- e) de pouvoir participer aux charges extraordinaires liées tant aux actes et services médicaux, médico-dentaires et des professions de santé qu'aux médicaments, aux prothèses visuelles et auditives, aux prothèses adjointes, conjointes et à l'implantologie et aux produits nécessaires aux aides et soins ;
- f) d'assumer les frais pour produits nécessaires aux aides et soins, y compris matériel d'incontinence, dont les usagers ont besoin, en dépassement du forfait accordé par l'assurance dépendance.

- (52) En ce qui concerne les services d'hébergement, les montants des forfaits ASP sont déterminés sur base d'une évaluation initiale des besoins des personnes accueillies, réalisée par l'organisme gestionnaire, si possible avec la participation de la personne accueillie et/ou de son entourage. Cette évaluation se base sur le guide des profils d'usagers et besoins en accompagnement annexé à la présente convention.

L'Etat se réserve le droit de prendre connaissance et de vérifier les évaluations que l'organisme gestionnaire a réalisées sur base du guide des profils des usagers annexé.

Les prestations financées par les forfaits ASP ne comprennent pas :

- les prestations dues en vertu de la législation relative à l'assurance dépendance,
- les frais de fonctionnement et les frais de personnel couverts par le prix de pension.

Il sera tenu compte d'un éventuel trouble du comportement (TC), évalué séparément. Le forfait supplémentaire TC accordé le cas échéant permettra de financer les besoins supplémentaires en personnel pour encadrer les usagers présentant un TC.

Dans les services d'activités de jour, un forfait ASP est versé aux gestionnaires pour l'accueil d'usagers dits « externes », qui ne fréquentent pas un service d'hébergement conventionné avec l'Etat. Le montant de ce forfait ASP est inscrit au relevé joint en annexe.

Jusqu'au 31 décembre 2014, les différents éléments permettant de déterminer les forfaits ASP seront revus chaque année, en tenant compte des frais réels des organismes gestionnaires et des disponibilités budgétaires de l'Etat.

Cette révision se fait sur base de la méthodologie validée par le comité de pilotage dont question à l'article 85 et spécifiée en annexe.

A partir du 1er janvier 2015, les différents éléments permettant de déterminer les forfaits ASP seront revus chaque quatrième année, en tenant compte des frais réels des organismes gestionnaires et des disponibilités budgétaires de l'Etat.

Cette révision se fait sur base de la méthodologie validée par le comité de pilotage dont question à l'article 85 et spécifiée en annexe.

B. PRIX DE PENSION ET PARTICIPATION FINANCIERE DE LA PERSONNE ACCUEILLIE

- (53) Moyennant versement du complément individuel dont il est question à l'article 49, l'Etat vient en aide à l'utilisateur dont les ressources personnelles ne sont pas suffisantes pour payer le prix de pension. La méthode de calcul du complément individuel fait l'objet d'une annexe, partie intégrante de la présente convention. Dans les services d'hébergement, le montant maximal du prix de pension pris en considération à cet effet est fixé à **2.160,00 €** par mois et par personne.
- (54) Dans les services d'activités de jour, le montant maximal du prix de pension pris en considération pour déterminer le complément individuel est fixé à **24,36 €** par jour. L'Etat vient en aide à l'utilisateur si le prix qui lui est facturé par mois pour sa présence au service d'activités de jour dépasse un tiers de ses ressources personnelles.
- (55) La demande portant participation de l'Etat au paiement du prix de pension est à introduire auprès du service compétent du Ministère de la Famille et de l'Intégration soit par l'utilisateur, soit par sa famille, soit par son représentant légal, soit, à défaut, par le service qui l'accueille. Le service soutient l'utilisateur dans toutes les démarches qui sont en rapport avec la présentation de la demande dont question. Celle-ci est accompagnée de pièces justificatives qui renseignent sur les éléments dont question à l'article suivant.
- (56) Sont pris en considération pour déterminer les ressources personnelles de l'utilisateur :
- les salaires ;
 - les revenus de remplacement dus au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère ;

- les obligations alimentaires dont l'usager bénéficie ;
 - les rentes d'assureurs publics et privés ;
 - les prestations de la Caisse Nationale des Prestations Familiales ;
 - la fortune mobilière, conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti ;
 - les revenus provenant d'une fortune immobilière ou mobilière pendant la durée du séjour / de l'accueil de l'usager concerné ;
 - les revenus provenant d'un héritage pendant la durée du séjour / de l'accueil de l'usager concerné ;
 - les obligations alimentaires auxquelles doit faire face un usager marié, lié par un partenariat au sens de la loi du 9 juillet 2004, divorcé ou séparé de fait, ou d'un usager parent d'un ou de plusieurs enfants qui sont à sa charge.
- (57) Pour les usagers mineurs et pour les usagers âgés de moins de 27 ans accomplis, pour autant qu'ils soient toujours bénéficiaires de l'allocation familiale, et qui sont accueillis dans un service d'hébergement, les parents, respectivement les personnes investies du droit de garde, participent au prix de pension selon les modalités fixées à l'annexe R1.
- Si la participation au prix de pension ainsi établie est inférieure au montant maximal dont question à l'article 53, le gestionnaire peut introduire auprès du Ministère de la Famille et de l'Intégration une demande portant obtention du complément individuel dans le chef de l'usager concerné.
- (58) Pour l'accueil des usagers mineurs fréquentant en externes les services d'activités de jour, les parents, respectivement les personnes investies du droit de garde participent au prix de pension par jour à raison de la trentième partie des deux tiers du montant déterminé selon les modalités fixées à l'annexe R1.
- Si la participation au prix de pension ainsi établie est inférieure au montant maximal dont il est question à l'article 54, le gestionnaire peut introduire auprès du Ministère de la Famille et de l'Intégration une demande portant obtention du complément individuel dans le chef de l'usager concerné.
- (59) Dans les services d'hébergement, chaque usager bénéficie d'un montant mensuel minimum immunisé sur ses ressources, destiné à couvrir ses besoins personnels, tels p.ex. l'habillement, les soins de beauté, l'hygiène personnelle, les voyages, les loisirs.
- (60) Le montant mensuel minimum immunisé sur les ressources des usagers qui ne poursuivent pas une occupation salariée, équivaut au montant déterminé à l'article 10 du Règlement grand-ducal du 27 septembre 2004 portant exécution de la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit.
- (61) Le montant mensuel minimum immunisé sur les ressources d'un usager bénéficiant d'un revenu provenant d'une occupation salariée est augmenté jusqu'à concurrence du tiers du montant du salaire dont question à l'article 21 (1) de la loi modifiée du 12

septembre 2003 relative aux personnes handicapées, en fonction de la durée de travail hebdomadaire normale de l'utilisateur.

- (62) En ce qui concerne les frais courants pour actes et services médicaux, médico-dentaires et des professions de santé ainsi que pour médicaments et produits nécessaires aux aides et soins, la part propre qui est à charge de l'assuré conformément aux dispositions légales et réglementaires en matière d'assurances sociales, est à payer par l'utilisateur moyennant le montant mensuel immunisé. Conformément aux dispositions de l'art. 154bis des statuts de la Caisse Nationale de Santé (CNS), si cette part propre dépasse le seuil fixé à 2,5 % du revenu cotisable annualisé de l'année précédente, l'utilisateur, ou son représentant légal, introduit, en cas de besoin avec l'aide du service, auprès de la CNS une demande portant remboursement complémentaire des participations dépassant le seuil en question.
- (63) Pour ce qui est du coût de prestations thérapeutiques et de soins non pris en charge par la CNS, telles que prestations en orthophonie, ostéopathie et prestations comparables, il peut, suivant les cas, être porté à charge du montant mensuel immunisé de l'utilisateur qui en est bénéficiaire, à condition que ces prestations soient expressément inscrites dans le PASP de l'utilisateur et ce dans la limite de l'utile et du nécessaire. La somme de ces charges et des frais pour actes et services médicaux, médico-dentaires et de soins ne peut en aucun cas dépasser **116,00 €** par mois. Le surplus est à charge du gestionnaire dans le cadre des prestations financées par le forfait ASP. Des exceptions à ce principe peuvent être décidées au sein de la Plate-forme de coopération.
- (64) Les usagers âgés de 6 à 11 ans bénéficient d'un montant immunisé de **58,00 €** par mois ; le montant immunisé est de **116,00 €** par mois pour les usagers âgés de 12 à 18 ans et pour les usagers âgés de moins de 27 ans accomplis, pour autant qu'ils sont toujours bénéficiaires des allocations familiales. Ces usagers ne peuvent être contraints à user de ce montant pour d'autres raisons que pour leurs besoins personnels de loisirs.
- (65) Au cas où les prestations d'hébergement et d'activités de jour pour une même personne en situation de handicap sont organisées par deux gestionnaires différents, le gestionnaire assurant l'hébergement perçoit l'ensemble des participations financières privées et publiques au coût de l'accueil ASP. Les deux gestionnaires négocient entre eux les quotes-parts destinées à couvrir les frais de l'accueil de jour respectivement les frais de l'hébergement.
- (66) Pour les journées pendant lesquelles l'utilisateur est absent du service d'hébergement, il a le droit de demander un remboursement sur le prix de pension d'un montant forfaitaire de **7,00 €** par demi-journée. La somme mensuelle de ces remboursements ne peut en aucun cas excéder la participation mensuelle de l'utilisateur concerné au prix de pension.
- (67) La présence au repas de midi et la présence durant la nuit comptent chacune pour une demi-journée de présence.
- (68) La participation financière de l'Etat au service moyennant versement du forfait ASP est calculée sur base des journées de présence effectives des usagers. Une marge de tolérance de 15% d'absences journalières, calculée annuellement sur base du nombre des journées de présence, est acceptée lors du calcul de la participation financière de

l'Etat. Pour toute journée d'absence supplémentaire, il n'y aura pas d'intervention financière de l'Etat.

- (69) Si un usager bénéficie d'une rente d'un assureur public ou privé qui est supérieure au prix de pension visé à l'article 53, le coût réel de la prise en charge de l'usager lui est facturé à concurrence du montant de la rente versée. Dans ce cas, le forfait ASP n'est pas dû par l'Etat, à moins que cette rente soit inférieure au coût réel de la prise en charge de l'usager. L'Etat participe alors à la prise en charge de l'usager en question moyennant versement du forfait ASP réduit du montant de la rente qui dépasse le prix de pension mentionné ci-dessus.
- (70) Si le coût de l'accueil d'un usager est pris en charge par un assureur public ou privé, le coût réel de la prise en charge est facturé à l'assureur. Dans ce cas, le forfait ASP n'est pas dû par l'Etat.
- (71) La participation financière de l'Etat au paiement du prix de pension moyennant versement du complément individuel est calculée sur base des journées de présence théoriques de l'usager. Les journées d'hospitalisation sont considérées comme journées de présence pour autant que le service assure un suivi régulier de l'usager dans le service d'hospitalisation. Le complément individuel est versé directement au gestionnaire.
- (72) Les données concernant les ressources personnelles des usagers sont vérifiées au moins une fois par an par l'organisme gestionnaire.
- (73) En cas de refus de l'usager, de son représentant légal ou de ses parents de s'acquitter de leurs obligations vis-à-vis de l'organisme gestionnaire, celui-ci procède au recouvrement des sommes dues par voie judiciaire.

C. METHODOLOGIE DE DETERMINATION DES FORFAITS ASP

- (74) Les éléments à prendre en considération pour la détermination des forfaits ASP sont les suivants :

Eléments à considérer tous les ans :

- Coût horaire ESI (Établissements à séjour intermittent)
- Impact de l'évolution du nombre indice du coût de la vie
- Impact de changements éventuels du CCT-SAS
- Crédits disponibles au budget de l'Etat

Eléments à considérer périodiquement (en principe tous les 4 ans) :

- Total annuel des heures d'accompagnement global déterminées par profil d'usager en considération des activités retenues (« semaines-types »)
- Forfait pour visites médicales
- Forfait pour l'administration et la gestion de médicaments
- Indemnisation congé de maladie via Mutuelle des employeurs
- Ancienneté du personnel

- Somme moyenne perçue correspondant aux minutes de prestations prises en charge par l'assurance dépendance par profil d'utilisateurs
- Prix de pension journalier
- Troubles du comportement
- Frais de fonctionnement
- Personnel de soins
- Personnel de direction/administration/coordination
- Personnel logistique

(75) Les forfaits ASP sont fixés sur avis de la commission de concertation créée en vertu de l'art. 83 de la présente convention. Ils sont déterminés en fonction de l'évolution de ses éléments constitutifs tels que précisés à l'article 74. Les forfaits ASP et la participation financière de la personne accueillie sont soumis à l'évolution de l'indice du coût de la vie en fonction des disponibilités budgétaires de l'Etat.

D. OPÉRATIONS DE CONTRÔLE ET DE DECOMPTÉ

(76) Au moment du décompte, tous les services d'un gestionnaire visés par la présente convention sont considérés dans leur ensemble pour déterminer la participation financière de l'Etat.

(77) L'Etat et les organismes gestionnaires sont d'accord de développer au cours de l'année 2013 un contrôle de plausibilité dont l'objet est de vérifier pour chaque gestionnaire s'il a mis en place les moyens requis pour mettre en œuvre la présente convention à hauteur des ressources mises à disposition par l'Etat à cet effet. Le gestionnaire s'engage à utiliser ces fonds exclusivement au profit des utilisateurs accueillis. Il présente annuellement, pour information, à l'Etat le bilan financier de l'activité conventionnée ASP.

CHAPITRE 4 - MODALITES DE COOPERATION ENTRE PARTIES

A. PLATES-FORMES DE COOPERATION PAR ORGANISME GESTIONNAIRE

(78) Les parties collaborent au sein d'une plate-forme de coopération telle que définie à l'article 4 des conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi dite ASFT du 8 septembre 1998.

B. COMMISSION QUALITÉ

(79) Il est institué une Commission Qualité. Elle a pour mission de suivre la mise en pratique des standards de qualité en matière d'accompagnement socio-pédagogique de la personne handicapée et d'adapter le cas échéant lesdits standards en fonction de

l'évolution du contexte socio-pédagogique et des développements de la recherche en la matière.

- (80) La Commission Qualité est composée paritairement de représentants de l'Etat et de représentants des organismes gestionnaires membres de l'EGCA qui ont signé la présente convention.
- (81) Les standards et lignes directrices en matière de qualité des prestations ainsi que les propositions d'adaptation, élaborés par la Commission Qualité, qui font l'objet d'un accord entre les parties signataires de la présente convention, sont intégrés à cette dernière.
- (82) La Commission Qualité se réunit sur invitation de l'Etat ou sur demande de l'EGCA et ce au moins 1 fois par an. Elle est présidée par un représentant de l'Etat. Le secrétariat est assuré par un agent de l'Etat. Un rapport écrit des réunions de la Commission Qualité est dressé par le secrétariat et communiqué aux membres de la commission.

C. COMMISSION FINANCES

- (83) Il est créé une Commission Finances qui a pour mission d'analyser et d'aviser les modalités de détermination des forfaits ASP. La Commission Finances soumet son avis au Ministre de la Famille et de l'Intégration. La Commission Finances réunit:
- deux représentants du Ministre de la Famille et de l'Intégration;
 - un représentant de l'Inspection Générale des Finances;
 - trois représentants des organismes gestionnaires membres de l'EGCA qui ont signé la présente convention.
- (84) Des experts peuvent être invités aux séances de la Commission Finances. La présidence et le secrétariat de la Commission Finances sont assurés par un représentant de l'Etat. La période de concertation débute le 1^{er} mars et finit le 30 avril de la même année.

D. COMITE DE PILOTAGE

- (85) Il est institué un comité de pilotage, ci-après appelé « le Comité », composé paritairement de représentants de l'Etat et de représentants des organismes gestionnaires membres de l'EGCA qui ont signé la présente convention.
- (86) Le Comité a notamment pour mission d'élaborer la présente convention et de veiller à son application et à sa révision dans les délais et selon les modalités fixés aux conditions générales.
- (87) Le Comité se réunit chaque fois que l'Etat ou les représentants des organismes gestionnaires membres de l'EGCA qui ont signé la présente convention, le demandent. L'ordre du jour et le rapport des réunions sont établis par un représentant de l'Etat. Les rapports sont validés par les parties.

CHAPITRE 6 - DISPOSITIONS DIVERSES

- (88) A partir du 1^{er} janvier 2013, la participation exceptionnelle et transitoire de l'Etat aux frais de fonctionnement des services d'hébergement et d'activités de jour pour personnes handicapées accordée sur demande aux gestionnaires visés, suite à la nécessité de disposer d'un délai d'adaptation et d'organisation en raison de l'entrée en vigueur du nouveau type de financement par forfaits institutionnels, est limitée aux frais se rapportant aux exercices 2012 et antérieurs.

Fait en deux exemplaires à Luxembourg, le

Pour l'organisme gestionnaire

Pour l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
La Ministre de la Famille et de l'Intégration

CONVENTION 2013

pour les services d'hébergement, d'activités de jour, de formation, d'emploi, d'information de consultation et de rencontre, d'aide précoce et d'assistance à domicile pour personnes en situation de handicap

Vu la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, appelée ci-après la loi ;

vu le règlement grand-ducal modifié du 23 avril 2004 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour personnes handicapées et portant exécution de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, appelé ci-après le règlement ;

vu la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

vu l'avis de la Commission d'Harmonisation ;

les parties

l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg

représenté par Madame Marie-Josée JACOBS, Ministre de la Famille et de l'Intégration, appelée ci-après l'Etat ;

et l'organisme gestionnaire

représenté par :

pour son(ses) service(s) :

appelé ci-après l'organisme gestionnaire,

conviennent de ce qui suit :

Chapitre 1. GÉNÉRALITÉS ET DÉFINITIONS

Article 1

Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi dite ASFT du 8 septembre 1998 pour les années 2007 à 2009 telles que modifiées et reconduites pour une nouvelle durée de 36 mois (2013-2015) font partie intégrante de la présente convention.

Article 2

La présente convention s'applique au secteur de services pour personnes en situation de handicap.

Chapitre 2. ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1. Engagement de l'organisme gestionnaire : prestations à fournir

Article 3

Conformément aux dispositions de l'article 3 du règlement, les types d'activité exercés par l'organisme gestionnaire sont soit l'hébergement, soit les activités de jour, soit la formation, soit l'emploi, soit l'information, la consultation et la rencontre, soit l'aide précoce, soit l'assistance à domicile, soit plusieurs types d'activité sur un même site.

Article 4

Les prestations fournies sont définies comme suit :

a) Les objectifs du travail

Les services sont à la disposition de l'utilisateur en situation de handicap en lui offrant :

- les aides nécessaires, notamment en matière d'actes essentiels de la vie au sens de l'assurance dépendance,
- un accompagnement socio-pédagogique à déterminer en fonction des besoins individuels de l'utilisateur.

Cet accompagnement socio-pédagogique doit être participatif et constituer une réponse aux besoins constatés par l'utilisateur lui-même, voire son représentant légal. Cet accompagnement vise à donner à l'utilisateur la compétence d'agir sur sa propre vie. Il englobe donc l'ensemble du travail

fait en amont afin de soutenir l'évolution de la personne en situation de handicap :

- vers l'acquisition d'une autonomie aussi grande que possible et de limiter ainsi les états de dépendance,
- vers le maintien, voire la stabilisation de l'autonomie dans le cas de maladies ou d'évolutions psycho-médicales tendant vers des états de dépendance plus importants.

Les services reconnaissent ainsi aux usagers, tant sur le plan individuel que collectif, le droit à l'information et à l'obligation de réponse. De même, les services promeuvent la participation de tous les usagers au déroulement de la vie quotidienne, soutiennent et renforcent leur autonomie et agissent de façon respectueuse vis-à-vis de l'utilisateur.

Compte tenu de ce qui précède, il est opportun de réserver à l'utilisateur le droit de participer au maximum aux réunions d'évaluation de l'équipe professionnelle le concernant directement.

b) Les tâches des services

Les divers domaines du travail éducatif accompagnent la vie quotidienne de l'utilisateur. Ainsi en fonction de chaque personne en situation de handicap et suivant le plan d'accompagnement individualisé, établi en commun accord avec la personne en situation de handicap, voire son représentant légal, les divers domaines du travail éducatif sont abordés de façon à mettre à disposition de l'utilisateur les moyens à agir sur sa propre vie et d'en assumer les responsabilités. Les domaines du travail éducatif sont :

- 1) la vie privée, sociale et politique,
- 2) la vie scolaire ou la formation professionnelle,
- 3) la vie professionnelle.

Il s'agit d'encourager la personne en situation de handicap selon ses besoins individuels à réaliser le nécessaire en matière

ad 1

- de soins personnels, de problèmes liés à la nutrition, de l'habillement, de soins de la santé,
- de mobilité à l'intérieur et à l'extérieur d'un immeuble privé ou public, voire celui du service, de l'utilisation de moyens de transport,
- d'échange d'informations, qu'il s'agisse d'échange parlé ou écrit, de langage gestuel, symbolique, graphique ou iconographique, de dessins, de photographies, d'appareils et de technologies de communication, d'accès à la société de l'information,
- de relations sociales, c'est-à-dire de relations avec la famille, des amis, des cohabitants, des étrangers,

- de participation aux soucis des autres qu'il s'agisse de problèmes privés, familiaux, professionnels ou pratiques, de logement, de gestion de la maison et des biens,
- de vie communautaire, sociale et civique comme les vacances, les loisirs, les sports, l'artisanat, les arts, la culture et la vie spirituelle,
- de participation à la vie économique, comme l'apprentissage de l'utilisation de l'argent, la co-gestion de ses ressources économiques personnelles,

ad 2

- d'éducation préscolaire et scolaire, de formation technique et professionnelle initiale menant vers une qualification reconnue,
- d'éducation en vue d'une vie de loisirs équilibrée, d'une vie associative et politique satisfaisante,

ad 3

- de participation au travail et à l'emploi en préconisant des étapes de préparation au travail rémunéré en cas de besoin,
- de maintien d'une activité professionnelle, en prévoyant des formations continues et des actions spécifiques ciblant le type de handicap et le degré de dépendance,
- de mobilité à l'intérieur et à l'extérieur de l'immeuble professionnel ainsi que de l'utilisation de moyens de transport vers le milieu de travail.

Le personnel qualifié doit réagir face aux besoins affectifs, émotionnels, sociaux et professionnels de la personne en situation de handicap.

c) Les spécificités de l'accompagnement socio-pédagogique dans les différents services

Les services d'hébergement

On distingue divers types de foyers d'hébergement

- les structures d'hébergement de type foyer avec une assistance socio-éducative 24/24 heures,
- les structures de type semi-ouvert offrant un encadrement régulier à certains moments de la journée ou de la semaine,
- les structures ouvertes, offrant un encadrement adapté aux besoins de chaque usager.

Le but du travail en structure d'hébergement est de veiller au bien-être de l'utilisateur/résident accueilli et d'essayer de lui permettre d'atteindre la plus grande autonomie possible.

Les moyens à atteindre les objectifs fixés sont multiples

- l'accueil de qualité,
- une hôtellerie satisfaisante,
- la mise à disposition des moyens de transport et d'équipement nécessaires à la vie quotidienne et professionnelle,
- l'assistance au niveau des actes essentiels de la vie quotidienne et selon les besoins individuels de l'utilisateur,
- la structuration du quotidien,
- la guidance institutionnelle et socio-familiale,
- l'animation socioculturelle,
- la promotion des compétences individuelles,
- l'aide en matière d'intégration qui passe par la participation à la vie sociale, politique et économique,
- l'assistance psychologique, philosophique et spirituelle.

Les services d'activités de jour

Les services d'activités de jour s'adressent aux personnes présentant un handicap moyen ou grave ou un polyhandicap vivant en structure d'hébergement ou dans leur famille, et qui à cause de leur handicap ou de leur âge ne sont pas en mesure de fréquenter régulièrement un atelier protégé.

Les objectifs de ces services sont :

- la structuration du quotidien de la personne en situation de handicap,
- la décharge des familles,
- un programme thérapeutique, occupationnel et éducatif adapté à la personne en situation de handicap,
- une occupation journalière valorisante et significative permettant le développement des habiletés motrices, sensibles, cognitives et sociales de la personne en situation de handicap.

La personne en situation de handicap peut bénéficier de ces apprentissages pour être plus autonome lors de ses activités de la vie quotidienne. De même, une atmosphère de bien-être, d'acceptation et de respect réciproque devra être créée. La prise en charge se fait soit individuellement soit en groupe mais prend toujours en compte les besoins des particuliers.

Les activités artisanales et manuelles constituent l'outil de travail essentiel. Deux volets sont à distinguer dans le travail avec la personne en situation de handicap : le travail à caractère occupationnel et le travail à visée thérapeutique.

Les services de formation

Les services de formation offrent une formation théorique et pratique aux jeunes provenant des écoles primaires ou des structures d'éducation différenciée après l'obligation scolaire.

Les deux objectifs principaux des services de formation sont :

- l'orientation du jeune sur le plan scolaire et professionnel,
- la préparation progressive du jeune, par les services eux-mêmes ou par d'autres institutions plus adaptées, à la vie professionnelle en milieu ordinaire ou protégé.

Les moyens essentiels pour réaliser ces missions sont :

- la formation scolaire,
- la formation pratique professionnelle adaptée,
- la formation et l'éducation à l'intégration sociale.

Un plan individuel est établi ensemble avec le jeune, tenant compte de ses acquis professionnels et scolaires ainsi que de ses aspirations personnelles.

Les services d'emploi

Les services de travail mettent un emploi à disposition des personnes n'ayant pas accès au marché du travail ordinaire dû à leur handicap.

L'activité professionnelle se fait :

- en entreprise privée ou en secteur public non-protégé,
- au sein d'ateliers protégés qui offrent souvent le même travail qu'en secteur non-protégé mais qui est organisé en fonction des compétences de chaque personne avec des adaptations techniques et/ou ergonomiques.

Les objectifs de ce type de service sont :

- de procurer du travail adapté,
- d'informer la personne en situation de handicap sur ses droits et devoirs,

ensuite

- soit d'aider la personne en situation de handicap à trouver un emploi en secteur non-protégé et, pour ce faire, d'accompagner la recherche d'un emploi dans le milieu de travail ordinaire et d'assurer un suivi de la personne dans l'entreprise,
- soit de l'orienter vers et de l'intégrer en atelier protégé ainsi que de gérer ses relations professionnelles.

Pour les personnes en situation de handicap qui n'ont aucune chance sur le marché du travail ordinaire, les services de travail ont pour mission :

- d'adapter le travail aux compétences voire capacités physiques, psychiques et intellectuelles des personnes en situation de handicap,
- de répondre aux besoins émotionnels et affectifs de l'utilisateur,
- d'offrir une formation continue permanente,
- d'accompagner la recherche d'un emploi dans le milieu de travail ordinaire et d'assurer un suivi de la personne dans l'entreprise,
- de veiller à la qualité du travail à exécuter.

Les services d'information, de consultation et de rencontre

Les services d'information, de consultation et de rencontre sont des lieux de loisirs, de rencontre, de communication, d'information et de consultation. Ils ont pour objectifs :

- l'offre d'activités éducatives et occupationnelles,
- la facilitation de l'intégration des personnes en situation de handicap dans la société,
- la mise à disposition d'un lieu de rencontre et d'échange pour des personnes handicapées et non-handicapées ainsi que de leurs familles.

Le personnel occupé au sein des services de communication est essentiellement de type éducatif et/ou technique. Pour des activités spécifiques, le service peut faire appel à des personnes extérieures ayant une compétence particulière dans des domaines spécifiques.

Les services d'aide précoce

Les services d'aide précoce offrent l'ensemble des démarches de traitement et d'aide faisant suite à l'identification d'une problématique de développement chez les enfants âgés de 0 à 6 ans. Ils s'adressent également aux enfants présentant un handicap ou un risque de trouble du développement, à leur famille et à leur milieu de vie.

Les missions essentielles de l'intervention précoce se déterminent par :

- les aides adressées aux enfants comme l'évaluation globale du développement, le diagnostic développemental, les mesures d'intervention pédagogique et thérapeutique,
- les aides adressées aux familles comme l'information, la guidance éducative, le conseil psychologique, le soutien et l'accompagnement,
- les aides adressées au milieu de vie comme les aides relatives au milieu de vie élargi, le conseil, la guidance et le soutien au niveau de toutes

les démarches intégratives, qu'il s'agisse du foyer de jour, de l'école, d'associations etc.

Les services d'assistance à domicile

Les services d'assistance à domicile offrent de l'aide et du soutien individualisé à la personne en situation de handicap et à sa famille dans le milieu familial.

Ces services peuvent englober des actes d'aide et de soins au sens de l'Assurance Dépendance et garantissent une prise en charge globale selon les mêmes critères de qualité définis dans la description des autres services.

Article 5

La population cible de cette convention est définie comme suit :

Sont accueillies dans les services d'hébergement, d'activités de jour, de formation, d'emploi, d'information, de consultation et de rencontre, d'aide précoce et d'assistance à domicile définis ci-avant les personnes mineures et adultes qui en raison d'un handicap nécessitent, indépendamment des prestations d'aide et de soins financées par le biais de l'assurance dépendance, un accompagnement socio-pédagogique.

Article 6

Les critères et procédures d'admission sont définis comme suit :

Conformément à l'article 2.e) de la loi dite ASFT, l'organisme gestionnaire garantit que les activités conventionnées soient accessibles aux usagers indépendamment de toutes considérations d'ordre idéologique, philosophique ou religieux.

Est admis dans un service pour personnes en situation de handicap, tout demandeur qui :

- a) correspond au profil de la population-cible défini par l'organisme gestionnaire;
- b) a des besoins auxquels l'organisme gestionnaire est en mesure de répondre.

L'organisme gestionnaire s'engage à conserver un maximum de flexibilité dans ses critères d'admission.

En ce qui concerne la procédure, toute demande d'admission est adressée directement à l'organisme gestionnaire.

La demande d'admission est examinée quant à sa conformité avec les critères d'admission. La disponibilité de places et la composition du/des groupe(s) d'usagers d'un service peuvent influencer la décision d'admission.

L'admission définitive d'une personne en situation de handicap est de la compétence de l'organisme gestionnaire.

Au cas où l'organisme gestionnaire n'est pas en mesure d'accueillir le demandeur en situation de handicap, il s'engage à en informer dans les meilleurs délais la personne en situation de handicap ou son représentant légal tout en motivant son refus. Le cas échéant, le demandeur en situation de handicap est :

- soit inscrit sur une liste d'attente
- soit orienté vers d'autres structures d'accueil.

Article 7

Le volume des prestations est précisé pour chaque structure dans un tableau annexé à la convention, intitulé « Détermination du prix de pension global (PPG) et de la participation financière de l'Etat ».

2.2. Engagement de l'Etat : Type de participation financière

Article 8

Dans le cadre de la présente convention la participation financière retenue est la participation financière par couverture du déficit.

Chapitre 3. MODALITÉS DE GESTION FINANCIÈRE

3.1. Participation financière des usagers

Article 9

Les recettes comprennent :

- a) les participations des usagers
- b) les participations des parents
- c) les prestations de l'Assurance Dépendance.

Les recettes sont à détailler à l'annexe R2 prévue à cet effet.

Les comptes en question, ainsi qu'une éventuelle ventilation analytique, est à présenter aux représentants de l'Etat.

En ce qui concerne les participations des usagers et des parents, les modalités appliquées au cours des dernières années restent en vigueur pour l'année **2013**.

Article 10

Les avances de l'Assurance dépendance versées par la CNS aux organismes gestionnaires seront perçues comme recettes dans le cadre de la convention. Dans la situation où il s'avère que ces avances furent plus importantes que les prestations réellement dues et que la CNS réclame le solde en question au prestataire, l'Etat s'engage à restituer au prestataire cette somme indûment perçue.

Article 11

L'Etat prendra en charge les frais occasionnés à l'organisme gestionnaire par les obligations en rapport avec l'assurance dépendance au moyen d'un avenant à la présente convention, intitulé « Participation de l'Etat pour couvrir des frais divers occasionnés aux organismes gestionnaires par l'assurance dépendance ».

La prise en charge par l'Etat se fait aux conditions suivantes :

- l'organisme gestionnaire doit démontrer auprès du représentant de l'Etat à la plate-forme de coopération qu'il s'agit de frais supplémentaires non couverts par la présente convention ;
- la Ministre de la Famille et de l'Intégration doit avoir avisé favorablement la participation de l'Etat à ces frais supplémentaires engendrés par l'assurance dépendance et non couverts par la présente convention.

3.2. Dons, legs et intérêts

(Voir Conditions Générales)

3.3. Participation financière de l'Etat

Article 12

La participation financière de l'Etat versée en vertu des articles 12 a) et b) et de l'article 23 de la loi correspond au solde des frais de fonctionnement acceptés par l'Etat et des recettes facturées aux usagers ainsi que d'autres recettes à percevoir en rapport avec la prestation.

3.4. Dispositions concernant le personnel

Article 13

La gestion des ressources humaines est de la compétence de l'organisme gestionnaire ; toutefois les parties représentées à la plate-forme s'accordent sur les modalités d'engagement de personnel.

Article 14

L'organisme gestionnaire veille à ce que tout candidat à un poste d'agent d'encadrement pour lequel la maîtrise de certaines langues est considérée comme indispensable pour l'exercice de son travail prouve la maîtrise de ces langues dans un délai à déterminer par l'organisme gestionnaire.

Article 15

Le relevé du personnel prévoit le nombre de postes occupés et à occuper, le code, les noms et prénoms des personnes déjà en service, la qualification attribuée au poste ainsi que l'estimation des rémunérations annuelles par personne, y compris la part patronale. Un projet de relevé est fourni pour le 1^{er} décembre par l'organisme gestionnaire.

Le montant annuel de la participation de l'Etat aux primes de responsabilité accordées en **2013** est calculé sur base des montants alloués en 1998 et adoptés à l'indice du coût de la vie. Ce montant est repris au formulaire F1.

Article 16

L'organisme gestionnaire informe le représentant de l'Etat à la plate-forme avant de procéder à un licenciement. En cas d'accord de celui-ci, l'Etat participe à d'éventuels frais en rapport avec ce licenciement. Il en est de même au cas où le représentant de la ministre n'a pas donné son accord, mais que le jugement rendu confirme la décision de l'organisme gestionnaire.

Article 17

Les vacances de poste concernant les postes prévus à la convention sont publiées sur un espace adéquat dans au moins deux quotidiens du pays.

Article 18

La différence des dépenses du personnel, résultant d'un poste occupé par une personne jouissant d'un classement inférieur à celui initialement prévu au relevé du personnel, ne peut pas être employée pour engager du personnel supplémentaire.

Article 19

En cas de démission d'un membre du personnel, le poste ainsi libéré peut être occupé à nouveau dès le départ effectif de la personne concernée ou dès qu'elle prend son congé légal. Des recoupements dans l'occupation des postes peuvent être autorisés par la ministre.

Article 20

En ce qui concerne l'encadrement socio-pédagogique de la population cible, et à défaut de candidats titulaires d'un diplôme reconnu au sens du règlement, ou pour des raisons exceptionnelles, le ministère peut accorder le remboursement à l'organisme gestionnaire des frais de personnel résultant de l'engagement d'un salarié ayant un niveau scolaire de niveau CATP au moins. Ce salarié devra être engagé soit comme « éducateur en formation », soit comme « éducateur gradué en formation », soit comme « éducateur-instructeur », soit comme « aidant social et éducatif ».

Les « éducateurs en formation », ainsi que les « éducateurs gradués en formation », doivent présenter annuellement un certificat attestant leur fréquentation des cours afférents, certificat qui est à présenter lors du décompte annuel par les organismes gestionnaires. Cet agent doit fréquenter les premiers cours de formation auxquels il est admis auprès d'un organisme de formation reconnu par le ministère de l'Éducation Nationale. L'organisme gestionnaire s'engage à entamer toutes suites utiles pour arriver à une régularisation des situations qui se caractérisent par une non-inscription en temps utile à la formation, une non-fréquentation des cours, une non-présentation ou l'échec à l'examen final. Ces suites pourront rendre nécessaire un licenciement, les délais de préavis légaux devant être respectés.

Article 21

L'organisme gestionnaire et le ministère de la Famille et de l'Intégration s'accordent dans le cadre de la plate-forme sur le plan de formation continue du personnel ainsi que sur les modalités de participation de l'État aux frais de formation.

Article 22

- Qualification du responsable de la prise en charge des usagers

Le responsable de la prise en charge des usagers d'un service pour personnes en situation de handicap doit disposer d'une qualification professionnelle dans le domaine pédagogique, psychologique et/ou social, sous réserve des situations acquises. Sa qualification doit être au moins équivalente ou égale à celle de l'éducateur. La personne briguant un tel poste dans un service pour

personnes en situation de handicap doit avoir exercé pendant 3 ans au moins une fonction éducative ou sociale.

Pour des raisons exceptionnelles dûment motivées et de l'accord des deux parties, il peut être dérogé à ces dispositions.

Article 23

Dans un service qui accueille les usagers de façon continue, le personnel qui prend soin d'un groupe de vie comprend:

- 5 membres de personnel d'encadrement au moins;
- 1 femme de charge, respectivement une aide-ménagère.

Pour des raisons éducatives, des exceptions peuvent être accordées.

L'effectif des usagers d'un groupe de vie est à fixer d'un commun accord entre l'organisme gestionnaire et le Ministère de la Famille et de l'Intégration, compte tenu de la politique générale en matière d'intégration sociale, du nombre et des besoins des usagers. L'effectif par groupe peut varier de 8 à 12 usagers.

Article 24

L'organisme gestionnaire s'engage à tenir à jour un dossier « personnel agrément » contenant pour chaque membre du personnel éducatif, administratif et technique, quelle que soit la durée de son contrat de travail, les documents suivants :

- copie de la carte d'identité
- curriculum vitae renseignant notamment sur les périodes de résidence à l'étranger
- copie des diplômes et, le cas échéant, copie de la décision ministérielle d'équivalence du diplôme et/ou autorisation d'exercer
- extrait du casier judiciaire renouvelé tous les 5 ans.

Ces documents sont à tenir dans les locaux du service concerné, à disposition des agents de surveillance et de contrôle désignés en vertu de l'article 9 de la loi du 8 septembre 1998.

3.5. Avances

(voir Conditions Générales)

3.6. Décomptes

Article 25

La situation annuelle est à faire suivant les formulaires P1 ; F1 – F4, PPG, R1 – R4.

3.7. Autres dispositions financières

(voir Conditions Générales)

Chapitre 4. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES PARTIES CONTRACTANTES

(voir Conditions Générales)

Chapitre 5. MOYENS D'INFORMATION, DE CONTRÔLE ET DE SANCTION DE L'ETAT

(voir Conditions Générales)

Chapitre 6. LA COMPTABILITÉ DU BÉNÉFICIAIRE

(voir Conditions Générales)

Chapitre 7. PROCÉDURES

7.1. Durée

Article 26

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} janvier **2013**. Elle est conclue pour la durée d'une année et elle est reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les Conditions générales. Au cas où elle entre en vigueur en cours d'année, elle est conclue jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, puis reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les Conditions générales.

Article 27

Les parties signataires de la présente convention s'engagent à adapter, sans délai, la convention à toute modification du système de participation des parents intervenant au cours de l'exercice **2013**.

7.2. Modalités de conclusion, de modification et de résiliation

(voir Conditions Générales)

7.3. Fin des relations contractuelles

(voir Conditions Générales)

7.4. Annexes et formulaires

Article 28

Font partie intégrante de la présente convention les formulaires P1 ; F1 – F4, PPG, R1 – R4. Pendant la durée de la convention, ces annexes et formulaires ne pourront être changés dans leur contenu que d'un commun accord.

Fait en deux exemplaires à Luxembourg, le _____.

Pour l'organisme gestionnaire,

Pour l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg,

La Ministre de la Famille et de l'Intégration,

**CONVENTION
DES SERVICES D'HÉBERGEMENT
ET D'ACCUEIL DE JOUR
POUR PERSONNES ADULTES**

ANNÉE 2013

Vu la loi du 08 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, appelée ci-contre la loi ;

vu le règlement grand-ducal du 9 janvier 2001 portant exécution des articles 1^{er} et 2 de la loi du 08 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique pour ce qui concerne l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour personnes adultes seules ou avec enfants ;

vu l'avis de la Commission d'Harmonisation ;

Les parties

l'État du Grand-Duché de Luxembourg

**Représenté par Madame Marie-Josée JACOBS, Ministre de la Famille et de l'Intégration,
appelé ci-après l'État ;**

et l'organisme gestionnaire :

ayant son siège social à :

pour son service :

représenté par :

appelé ci-après l'organisme gestionnaire ;

conviennent de ce qui suit :

CHAPITRE 1. GÉNÉRALITÉS ET DÉFINITIONS

Art 1. Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi dite ASFT du 8 septembre 1998 pour les années 2007 à 2009 telles que modifiées et reconduites pour une nouvelle durée de 36 mois (2013-2015) font partie intégrante de la présente convention.

Art 2. La présente convention s'applique au secteur des services d'hébergement et d'accueil de jour pour personnes adultes.

La présente convention respecte les principes d'égalité des chances entre femmes et hommes.

CHAPITRE 2. ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1. ENGAGEMENT DE L'ORGANISME GESTIONNAIRE : PRESTATIONS À FOURNIR

DÉFINITION DE L'ACTIVITÉ DES SERVICES – ACTIVITÉS DE CENTRE D'ACCUEIL

Art 3. Conformément à l'art. 3 du règlement grand-ducal, sont considérés comme activités de centre d'accueil l'exercice non-occasionnel à titre principal ou accessoire et contre rémunération par l'organisme gestionnaire d'une ou de plusieurs activités énumérées ci-après :

- **CENTRE D'ACCUEIL CLASSIQUE :**

Un service ayant pour objet d'accueillir et d'héberger de façon continue ou temporaire plus de trois adultes, le cas échéant accompagnés de leurs enfants, se trouvant en situation de détresse. Il offre aux usagers un encadrement spécialisé et un accompagnement éducatif, psychologique et social adapté aux besoins individuels. Il vise par ses activités l'épanouissement personnel de l'utilisateur, le développement de ses capacités psychiques et sociales, l'organisation autonome de la vie quotidienne, l'insertion ou la réinsertion professionnelle, l'intégration et la participation sociales.

- **STRUCTURE DE LOGEMENT EN MILIEU SEMI-OUVERT ET OUVERT :**

Un service organisé au départ d'un centre d'accueil classique qui vise à assurer un soutien à des usagers adultes en difficultés. L'encadrement socio-professionnel varie en fonction des besoins individuels et de la demande des usagers.

- **STRUCTURE DE DÉPANNAGE :**

Un service dont l'objet est d'accueillir et d'héberger de façon temporaire plus de trois adultes, le cas échéant, accompagnés de leurs enfants, se trouvant en situation de détresse. Il vise prioritairement à procurer aux usagers un logement temporaire.

- **ACCUEIL DE JOUR**

Un service accueillant de jour plus de trois personnes adultes en difficultés. L'activité d'accueil peut comprendre selon la population cible la restauration, l'orientation sociale et l'aide à la réinsertion sociale.

Type d'activité	Nombre de services	Site géographique	Nombre de places
Centre d'accueil classique			
Structure de logement en semi-ouvert et ouvert			
Structure de dépannage			
Accueil de jour			
TOTAL :			

POPULATION-CIBLE

DÉFINITION

Art 4. Sont accueillis dans les services d'hébergement et d'accueil pour adultes des personnes en difficulté qui ont besoin d'une prise en charge complète ou partielle.

ADMISSION

CRITÈRES

Art 5. Conformément à l'article 2.e) de la loi, l'organisme gestionnaire garantit que les activités conventionnées soient accessibles aux usagers indépendamment de toute considération d'ordre idéologique, philosophique ou religieux.

PROCÉDURE

Art 6. Toute demande d'admission est adressée directement à l'organisme gestionnaire.

La demande d'admission est examinée quant à sa conformité avec les critères d'admission. La disponibilité des places et la composition du/des groupe(s) d'utilisateurs d'un service peuvent influencer la décision d'admission.

L'admission définitive d'une personne est de la compétence de l'organisme gestionnaire.

VOLUME DES PRESTATIONS À FOURNIR

Art 7. Le volume des prestations à fournir est précisé pour chaque service dans un tableau annexé à la convention intitulé « Détermination du Prix de Pension Global et de la Participation Financière de l'État (annexe PPG) ».

QUALITÉ DES PRESTATIONS À FOURNIR

(voir Conditions générales)

2.2. ENGAGEMENT DE L'ÉTAT : TYPE DE PARTICIPATION FINANCIÈRE

Art 8. Dans le cadre de la présente convention, la participation financière de l'État est une participation par couverture du déficit.

CHAPITRE 3. MODALITÉS DE GESTION FINANCIÈRE

3.1 PARTICIPATION FINANCIÈRE DES USAGERS

Art. 9. Les recettes à prendre en considération pour la fixation de la participation financière de l'État sont constituées par des recettes diverses, à savoir la contribution personnelle des utilisateurs, la participation financière des parents et la participation des domiciles de secours. Les modalités de calcul de ces recettes sont précisées au chapitre 3.

Art. 10. Les modalités de calcul en vigueur ces dernières années sont appliquées au calcul de la participation des utilisateurs, des parents et du domicile de secours.

3.2. DONNS, LEGS ET INTÉRÊTS

(voir conditions générales)

3.3. PARTICIPATION FINANCIÈRE DE L'ÉTAT

FRAIS COURANTS D'ENTRETIEN ET DE GESTION

(voir Conditions générales)

FRAIS DE PERSONNEL PRIS EN COMPTE CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DES ARTICLES 12 b) ET 23 DE LA LOI

Art 11. L'État prend en charge les frais de personnel dans la mesure de la structure définie par le relevé du personnel joint à la présente convention et des disponibilités budgétaires.

DISPOSITIONS CONCERNANT LE PERSONNEL

Art 12. « L'organisme gestionnaire s'engage à tenir à jour un dossier «personnel agrément» contenant pour chaque membre du personnel éducatif, administratif et personnel technique, quelque soit la durée de son contrat de travail, les documents suivants :

- copie de la carte d'identité
- curriculum vitae renseignant notamment sur les périodes de résidence à l'étranger
- copie certifiée conforme des diplômes et, le cas échéant, copie de la décision ministérielle d'équivalence du diplôme et/ou autorisation d'exercer
- extrait du casier judiciaire renouvelé tous les 5 ans.

Ces documents sont à tenir dans les locaux du service concerné, à disposition des agents de surveillance et de contrôle désignés en vertu de l'article 9 de la loi du 8 septembre 1998.»

Art 13. Le calcul des frais de personnel remboursables se base sur l'ensemble du personnel repris au relevé du personnel (effectifs, primes et qualifications).

La gestion des ressources humaines est de la compétence de l'organisme gestionnaire, toutefois les parties représentées à la plate-forme s'accordent sur les modalités d'engagement de personnel.

L'organisme gestionnaire veille à ce que tout candidat à un poste d'agent d'encadrement pour lequel la maîtrise de certaines langues est considérée comme indispensable pour l'exercice de son travail, prouve la maîtrise de ces langues dans un délai à déterminer par l'organisme gestionnaire.

Le relevé du personnel prévoit le nombre de postes occupés et à occuper, le code, les noms et prénoms des personnes déjà en service, la tâche hebdomadaire en heures, la qualification attribuée au poste, les primes éventuelles ainsi que l'estimation des rémunérations annuelles par personne, y compris la part patronale. Un projet de relevé est fourni pour le 15 novembre par l'organisme gestionnaire. Le montant annuel de participation de la participation de l'État aux primes de responsabilité accordées en 2013, est calculé sur base des montants alloués en 1998, adaptés à l'indice du coût de la vie.

L'organisme gestionnaire informe le représentant de l'État à la plate-forme avant de procéder à un licenciement. En cas d'accord de celui-ci, l'État participe à d'éventuels frais en rapport avec ce licenciement. Il en est de même au cas où un jugement confirme la décision de l'organisme gestionnaire.

Les vacances de poste concernant les postes prévus à la convention sont publiées sur un espace adéquat dans au moins deux quotidiens du pays.

La différence des dépenses du personnel, résultant d'un poste occupé par une personne jouissant d'un classement inférieur à celui initialement prévu au relevé du personnel, ne peut pas être employée pour engager du personnel supplémentaire.

En cas de démission d'un membre du personnel, le poste ainsi libéré peut être occupé à nouveau dès le départ effectif de la personne concernée ou dès qu'elle prend son congé légal. Des recoupements dans l'occupation des postes peuvent être autorisés par l'État.

L'organisme gestionnaire et l'État s'accordent dans le cadre de la plate-forme sur le plan de formation continue du personnel, ainsi que sur les modalités de participation de l'État aux frais de formation.

En ce qui concerne l'encadrement socio-éducatif de la population-cible, et à défaut de candidats titulaires d'un diplôme reconnu au sens du règlement grand-ducal, ou pour des raisons exceptionnelles, le ministère peut accorder le remboursement à l'organisme gestionnaire des frais de personnel résultant de l'engagement d'un salarié ayant un niveau scolaire de niveau CATP au moins. Ce salarié devra être engagé soit comme « éducateur en formation », soit comme « éducateur gradué en formation », soit comme « éducateur –instructeur », soit comme « aidant social et éducatif ».

Les « éducateurs en formation », ainsi que les « éducateurs gradués en formation », doivent présenter annuellement un certificat attestant leur fréquentation des cours afférents, certificat qui est à présenter lors du décompte annuel par les organismes gestionnaires. Cet agent doit fréquenter les premiers cours de formation auxquels il est admis auprès d'un organisme de formation reconnu par le ministère de l'Éducation Nationale. L'organisme gestionnaire s'engage à entamer toutes suites utiles pour arriver à une régularisation des situations qui se caractérisent par une non-inscription en temps utile à la formation, une non-fréquentation des cours, une non-présentation ou l'échec à l'examen final. Ces suites pourront rendre nécessaire un licenciement, les délais de préavis légaux devant être respectés.

Art 14. La personne en charge des aspects touchant à la sécurité, désignée par l'organisme gestionnaire, est tenue d'organiser régulièrement et au moins une fois par an des exercices d'évacuation rapide des occupants du service. Les services sont organisés, dans la mesure du possible, de concert avec le corps local des sapeurs pompiers. Le chargé de direction veille en outre à ce que le personnel participe à tour de rôle à des séminaires de premier secours.

CHAPITRE 4. DURÉE DE LA CONVENTION

4.1 DUREE

Art 15. La présente convention entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Elle est conclue pour la durée d'une année et elle est reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les Conditions générales. Au cas où elle entre en vigueur en cours d'année, elle est conclue jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, puis reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les Conditions générales.

4.2. MODALITES DE CONCLUSION, DE MODIFICATION ET DE RESILIATION

(voir Conditions générales)

4.3. FIN DES RELATIONS CONTRACTUELLES

(voir Conditions générales)

4.4. ANNEXES ET FORMULAIRES

Art. 16. Font partie intégrante de la présente convention **les annexes :**

- **F1 : « Relevé du personnel »**
- **F2 : « Ventilation des frais courants d’entretien et de gestion »**
- **F3 : « Situation des frais courants d’entretien et de gestion »**
- **F4 : « Décompte pour la gestion journalière du service : Décompte semestriel / annuel »**
- **P : « Présence des usagers »**
- **R : « Recettes perçues des usagers pendant l’exercice en cours »**
- **PPG : « Détermination du Prix de Pension Global et de la Participation Financière de l’État » ;**

ainsi que **le formulaire : « Feuille de renseignements ».**

Pendant la durée de la convention, ces annexes et formulaires ne pourront être changés dans leur contenu que d’un commun accord.

Fait en deux exemplaires à Luxembourg, le

Pour l’organisme gestionnaire,

Pour l’Etat du Grand-Duché de Luxembourg,

La Ministre de la Famille et de l’Intégration,

**CONVENTION
DES SERVICES POUR
PERSONNES ADULTES**

ANNÉE 2013

Vu la loi du 08 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, appelée ci-contre la loi ;

vu le règlement grand-ducal du 9 janvier 2001 portant exécution des articles 1^{er} et 2 de la loi du 08 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique pour ce qui concerne l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour personnes adultes seules ou avec enfants ;

vu l'avis de la Commission d'Harmonisation ;

Les parties

l'État du Grand-Duché de Luxembourg

Représenté par Madame Marie-Josée JACOBS, Ministre de la Famille et de l'Intégration, appelé ci-après l'État ;

et l'organisme gestionnaire :

ayant son siège social à :

pour son service :

représenté par :

appelé ci-après l'organisme gestionnaire ;

conviennent de ce qui suit :

CHAPITRE 1. GÉNÉRALITÉS ET DÉFINITIONS

Art 1. Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi dite ASFT du 8 septembre 1998 pour les années 2007 à 2009 telles que modifiées et reconduites pour une nouvelle durée de 36 mois (2013-2015) font partie intégrante de la présente convention.

Art 2. La présente convention s'applique au secteur des services pour personnes adultes seules ou avec enfants.

La présente convention respecte les principes d'égalité des chances entre femmes et hommes.

CHAPITRE 2. ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1. ENGAGEMENT DE L'ORGANISME GESTIONNAIRE : PRESTATIONS À FOURNIR

Art 3. Pour l'année 2013 l'organisme gestionnaire fournit le type et le volume de prestations tels que définis dans la convention 1998, adapté le cas échéant au volume de prestations dont le cofinancement a été accordé par l'État pour les années 1999 à 2012 au profit de la population cible et dans le même esprit.

2.2. ENGAGEMENT DE L'ÉTAT : TYPE DE PARTICIPATION FINANCIÈRE

Art 4. Dans le cadre de la présente convention la participation financière de l'État est une participation par couverture du déficit.

CHAPITRE 3. MODALITÉS DE GESTION FINANCIÈRE

3.1 FRAIS COURANTS D'ENTRETIEN ET DE GESTION

(voir Conditions générales)

3.2. FRAIS DE PERSONNEL PRIS EN COMPTE CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DES ARTICLES 12 b) ET 23 DE LA LOI

Art 5. L'État prend en charge les frais de personnel dans la mesure de la structure définie par le relevé du personnel joint à la présente convention et des disponibilités budgétaires.

3.3. DISPOSITIONS CONCERNANT LE PERSONNEL

Art 6. « L'organisme gestionnaire s'engage à tenir à jour un dossier «personnel agrément» contenant pour chaque membre du personnel éducatif, administratif et personnel technique, quelque soit la durée de son contrat de travail, les documents suivants :

- copie de la carte d'identité
- curriculum vitae renseignant notamment sur les périodes de résidence à l'étranger
- copie certifiée conforme des diplômes et, le cas échéant, copie de la décision ministérielle d'équivalence du diplôme et/ou autorisation d'exercer
- extrait du casier judiciaire renouvelé tous les 5 ans.

Ces documents sont à tenir dans les locaux du service concerné, à disposition des agents de surveillance et de contrôle désignés en vertu de l'article 9 de la loi du 8 septembre 1998.»

Art 7. Le calcul des frais de personnel remboursables se base sur l'ensemble du personnel repris au relevé du personnel (effectifs, primes et qualifications).

La structure du personnel telle qu'elle est définie par le relevé du personnel peut être étendue à l'aide de moyens financiers autres que ceux prévus par la présente convention.

La gestion des ressources humaines est de la compétence de l'organisme gestionnaire, toutefois les parties représentées à la plate-forme s'accordent sur les modalités d'engagement de personnel.

L'organisme gestionnaire veille à ce que tout candidat à un poste d'agent d'encadrement pour lequel la maîtrise de certaines langues est considérée comme indispensable pour l'exercice de son travail, prouve la maîtrise de ces langues dans un délai à déterminer par l'organisme gestionnaire.

Le relevé du personnel prévoit le nombre de postes occupés et à occuper, le code, les noms et prénoms des personnes déjà en service, la tâche hebdomadaire en heures, la qualification attribuée au poste, les primes éventuelles ainsi que l'estimation des rémunérations annuelles par personne, y compris la part patronale. Un projet de relevé est fourni pour le 15 novembre par l'organisme gestionnaire. Le montant annuel de participation de la participation de l'État aux primes de responsabilité accordées en 2013, est calculé sur base des montants alloués en 1998, adaptés à l'indice du coût de la vie.

L'organisme gestionnaire informe le représentant de l'État à la plate-forme avant de procéder à un licenciement. En cas d'accord de celui-ci, l'État participe à d'éventuels frais en rapport avec ce licenciement. Il en est de même au cas où un jugement confirme la décision de l'organisme gestionnaire.

Les vacances de poste concernant les postes prévus à la convention sont publiées sur un espace adéquat dans au moins deux quotidiens du pays.

La différence des dépenses du personnel, résultant d'un poste occupé par une personne jouissant d'un classement inférieur à celui initialement prévu au relevé du personnel, ne peut pas être employée pour engager du personnel supplémentaire.

En cas de démission d'un membre du personnel, le poste ainsi libéré peut être occupé à nouveau dès le départ effectif de la personne concernée ou dès qu'elle prend son congé légal. Des recoupements dans l'occupation des postes peuvent être autorisés par l'État.

L'organisme gestionnaire et l'État s'accordent dans le cadre de la plate-forme sur le plan de formation continue du personnel, ainsi que sur les modalités de participation de l'État aux frais de formation.

En ce qui concerne l'encadrement socio-éducatif de la population-cible, et à défaut de candidats titulaires d'un diplôme reconnu au sens du règlement grand-ducal, ou pour des raisons exceptionnelles, le ministère peut accorder le remboursement à l'organisme gestionnaire des frais de personnel résultant de l'engagement d'un salarié ayant un niveau scolaire de niveau CATP au moins. Ce salarié devra être engagé soit comme « éducateur en formation », soit comme « éducateur gradué en formation », soit comme « éducateur – instructeur », soit comme « aidant social et éducatif ».

Les « éducateurs en formation », ainsi que les « éducateurs gradués en formation », doivent présenter annuellement un certificat attestant leur fréquentation des cours afférents, certificat qui est à présenter lors du décompte annuel par les organismes gestionnaires. Cet agent doit fréquenter les premiers cours de formation auxquels il est admis auprès d'un organisme de formation reconnu par le ministère de l'Éducation Nationale. L'organisme gestionnaire s'engage à entamer toutes suites utiles pour arriver à une régularisation des situations qui se caractérisent par une non-inscription en temps utile à la formation, une non-fréquentation des cours, une non-présentation ou l'échec à l'examen final. Ces suites pourront rendre nécessaire un licenciement, les délais de préavis légaux devant être respectés.

Art 8. La personne en charge des aspects touchant à la sécurité, désignée par l'organisme gestionnaire, est tenue d'organiser régulièrement et au moins une fois par an des exercices d'évacuation rapide des occupants du service. Les services sont organisés, dans la mesure du possible, de concert avec le corps local des sapeurs pompiers. Le chargé de direction veille en outre à ce que le personnel participe à tour de rôle à des séminaires de premier secours.

CHAPITRE 4. DURÉE DE LA CONVENTION

4.1 DUREE

Art. 9. La présente convention entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Elle est conclue pour la durée d'une année et elle est reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les Conditions générales. Au cas où elle entre en vigueur en cours d'année, elle est conclue jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, puis reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les Conditions générales.

4.2. MODALITES DE CONCLUSION, DE MODIFICATION ET DE RESILIATION

(voir Conditions générales)

4.3. FIN DES RELATIONS CONTRACTUELLES

(voir Conditions générales)